## Mitterrand est revenu de l'expo, et Chirac est de la revue...

## dudtatas guyrieres

Hebdomadaire - paraît le samedi - Nº 788 - 9 juillet 1983 - prix : 6 F

Elections
à la
Sécurité Sociale:
là encore
voter
ça ne
suffit pas

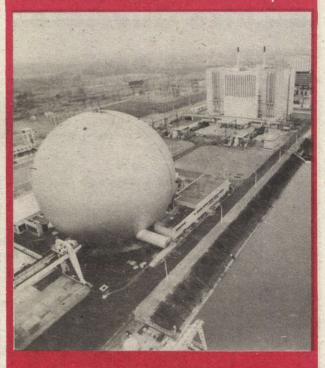
Mitterrand a remplacé Giscard,

mais
la politique de
l'impérialisme
français
au Tchad
ne change pas

BAIGNADE INTERDITE

Centrales nucléaires:
 même inutiles,
 on en construira

p. 6



 La pollution des plages

## sommaire

#### Dans le monde

- Espagne : crise au sein du Parti Communiste.

#### **En France**

Page 4:

- Dans une semaine, les caravanes de Lutte Ouvrière prennent la route.

- Ralite réutilise les recettes éculées : il espère maintenir la « stabilisation du chômage ».

Page 6:

- Centrales nucléaires : on continuera à en construire, même si elles sont inutiles.

- Les barrages de la Meije : projet reporté, mais pas

Page 7:

- Mitterrand est revenu de l'expo, et Chirac est de la

Page 13

- La pollution des plages : acteurs et complices.

- Dans les entreprises : SOFESA près d'Elbeuf ; Carbone-Lorraine; Norton La Courneuve; CCP Montparnasse.

- Travailleurs de la confection ; agences de la BNP ; Arsenal de Lorient.

Page 16:

- Massey-Ferguson près de Lille ; Centre Hospitalier de Belfort ; Montefibre, Vosges.

#### Supplément n° 7 à Rouge et à Lutte Ouvrière

Pages 9 à 12:

Austérité : les mauvais coups de l'été.

A propos des manifestations pacifistes.

- La visite du pape en Pologne.

#### Culture

- Des livres pour les vacances : Amérique latine,

— Livres : Finis les lendemains qui chantent, tome 1 : Albanie, Pologne, Nicaragua de René Dumont; L'or et la soie de Raymond Jean ; Haïti, la République des morts-vivants.

Films: reprise de Spartacus de Kubrick; Les meilleurs amis de N. Jewinson.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul ossible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition: PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Les Marchés de France

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18 C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

#### Demain on rasera gratis; en attendant, on nous tond

Le Premier ministre était l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », le dimanche 3 juillet. Et il a déclaré que l'horizon 1983 serait une « période de croissance et de moissons ». A condition, a-t-il ajouté, que la reprise économique s'annonce.

Mais en attendant, a-t-il précisé, c'est la rigueur et la « cure d'assainissement » continue.

Mauroy a précisé, étiquette socialiste oblige : « Quelle que soit la période, la justice sociale reste toujours au centre de nos préoccupations ».

Mais si c'est d'égalité devant la rigueur qu'il s'agit, il faut croire qu'entre patrons et ouvriers, il y en a de plus égaux que d'autres.

#### **Dérisoire**

Le 5 juillet, Jacques Delors a tenu à redire devant le Conseil. Economique et Social qu'il était contre une grande réforme fiscale qui, notamment, toucherait aux droits de succession et à l'avoir fiscal. Ces mesures seraient, selon lui, dérisoires pour apporter vraiment de l'argent au gouvernement. Mais, comme elles seraient tout particulièrement efficaces pour augmenter son impopularité dans certaines couches de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, on comprend qu'il les rejette.

Rien de bien neuf, donc. Et surtout pas, on s'en doutait déjà, de quoi desserrer la ceinture de ceux qui ne sont concernés ni par l'avoir fiscal, ni par les héritages...

#### Blessé par la police et inculpé par la justice

Le juge Crétin (c'est son nom) vient d'inculper Toumi jaiuja, un jeune de la cité des Minguettes dans la banlieue lyonnaise, qui a été blessé d'une balle dans le ventre par un policier lors d'un contrôle, le 20 juin dernier.

Toumi a été inculpé pour tentative d'homicide volontaire sur un CRS, pour une affaire

remontant à... janvier 1982! Un an et demi pour une inculpation dans une affaire de tentative d'homicide contre un policier, voilà qui peut sembler bien lent. La justice fait habituellement preuve de plus de célérité dans ce genre d'affaires. elle pêche même plutôt par la précipitation.

Personne ne pensera évidemment que c'est l'affaire du 20 juin, où Toumi a été blessé. qui a accéléré les choses et que son inculpation tombe à pic pour étayer la thèse selon laquelle le policier qui a tiré était en droit de se sentir menacé.

#### **Ententes** pétrolières: les trusts font la loi

Il y a une dizaine d'années, un revendeur indépendant de pétrole de la région marseillaise était acculé à la faillite à la suite de l'entente des grandes compagnies pétrolières. Celles-ci avaient, d'un commun accord, bloqué les prix des produits pétroliers au plus haut. Il avait porté plainte, l'affaire avait suivi son cours et aujourd'hui, après un long temps de réflexion (dix ans), la sixième chambre du tribunal de Marseille vient de condamner une trentaine de dirigeants (dont tous les P-DG de l'époque) à des amendes de 5000 F à 300 000 F, lesquelles amendes sont amnistiables en application de la loi du 16 juillet 1974 (après l'élection de Giscard!)

Quant au revendeur indépendant, il a eu droit à un an de prison avec sursis, pour lui apprendre à faire faillite, avec comme compensation, il est vrai, 300 000 F de dommages et intérêts.

La morale de cette édifiante histoire, c'est qu'il vaut mieux être une grande compagnie qu'une petite et qu'on a toujours intérêt à vivre « en bonne entente »!

#### Pas trop n'en fraude

Une pétition des députés chiraquiens a demandé la comparution devant la Haute Cour de Justice des ministres communistes qui avaient manifesté contre la décision des tribunaux administratifs, lors des affaires de fraudes électorales aux élections municipales de mars. Cette pétition porte deux fois le même nom : celui du député du Maine-et-Loire, un certain La Combe René.

Simple erreur, prétend le RPR, d'un zélé député qui préfère signer deux fois plutôt qu'une. Mais ceux qui ont examiné de plus près le document peuvent rester perplexes: aucune des deux signatures n'est apparemment la bonne, en tout cas pas celle que le député RPR en question avait apposée au bas de sa profession de foi lors des législatives de 1981!

Les députés pourraient signer avec une croix, cela éviterait des bévues!

#### Ca arrivera bien un jour

Une circulaire vient de descendre vers les administrations depuis les ministères, enjoignant aux fonctionnaires d'utiliser pour leur courrier des tim-bres « petite vitesse » à 1,60 F, au lieu de timbres à deux francs. Cette économie de bouts de timbres permettrait, paraît-il (c'est ce que dit Le Canard enchaîné), de récupérer entre 70 et 80 millions de

Il est vrai que l'administration n'a pas la réputation de travailler à « grande vitesse »: il faut en moyenne attendre trois mois pour qu'on réponde à votre courrier. Alors, pourquoi se précipiter... dans les dépenses inutiles, quand on n'est plus à quelques semaines près!

#### Ça va rentrée?



Pour limiter les dégâts prévisibles de la rentrée prochaine (on parle de 75 000 élèves de plus dans les collèges, les lycées et les LEP par rapport à la rentrée 1982, qui avait pourtant été une belle pagaille), Mauroy, ce lundi 4 juillet, avait convoqué les recteurs d'académie pour leur donner, à défaut de moyens nouveaux, des directives!

Il a ainsi déclaré: « Tout enseignant (même s'il a sollicité une modification de son affectation) doit, en tout état de cause, rejoindre son poste le jour de la pré-rentrée, et tout autre procédure sera considérée comme une abandon de poste pour les titulaires et une démission pour les auxiliaires », ajoutant que ces instructions « seront appliquées avec fermeté ».

Bref! C'est la grosse mobilisation du pédago sur le front de la rentrée 1983! En avant!

Mais, n'en déplaise à Mauroy, 75 000 élèves en plus, des créations de postes en nombre insuffisant et davantage d'élèves dans les classes, même avec quelques coups de gueule, ça ne peut pas faire une bonne rentrée!

#### **Bulletin d'abonnement**

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE pour une période de un an : 180 F pour une période de six mois: 95 F LUTTE DE CLASSE (mensuel politique publié par Lutte Ouvrière) pour une période de un an : 60 F

Adresse: ..... ......

Code postal:....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18. (1) Rayer les mentions inutiles

### Mitterrand a remplacé Giscard, mais la politique de l'impérialisme français au Tchad n'a pas changé

USQU'A présent, Mitterrand a refusé d'envoyer des troupes françaises au Tchad, comme le lui demande le dictateur en place, Hissen Habré. Mais d'ores et déjà l'impérialisme français est présent militairement à ses côtés. Des tonnes d'armes françaises sont envoyées tous les jours. Et avec ces armes — en guise peut-être de complément au mode d'emploi — il a joint des « conseillers techniques », qui seraient civils.

La France n'a peut-être plus de colonies dans cette région du monde. Mais cela ne l'empêche pas d'y avoir des intérêts, et des gros, comme dans bon nombre d'autres pays africains. Oh, pas la France de tout le monde, pas celle des travailleurs ou des petites gens, bien sûr. Mais celle des bourgeois, celle des capitalistes qui savent faire de l'argent, y compris et surtout sur le dos des pauvres.

Alors oui, l'impérialisme français est présent au Tchad, comme il est présent dans une grande partie de l'Afrique, du Sénégal à la Côte-d'Ivoire.

Il y est présent pour piller les richesses au profit des

intérêts des capitalistes français.

Et c'est pour protéger ces intérêts-là, bien matériels et bien juteux, que l'Etat français accorde son aide financière, matérielle et parfois militaire aux dictateurs en place. Des dictateurs qui sont ses commis, même s'ils ne sont pas, comme jadis, des gouverneurs blancs et fran-

Alors, Hissen Habré sait bien tout cela. Même si luimême a dû se battre — et pendant longtemps — pour être accepté, justement, au titre de commis. Car, rappelons-le, ce dictateur aujourd'hui vomi par la population n'est au pouvoir que depuis un an ; et il y est parvenu en chassant celui qui le conteste aujourd'hui, mais qui alors était soutenu par l'impérialisme français et qui menait alors, lui aussi, une politique dictatoriale.

Hissen Habré n'est peut-être pas sûr de rester le commis en titre, ni de bénéficier de tout l'appui possible de la part de l'impérialisme français, comme d'ailleurs, semblet-il, de l'impérialisme américain. Mais il sait sur quelle corde il joue quand il met en avant la nécessité de maintenir l'ordre. Il sait qu'il a l'approbation de ses alliés, quand il parle d'imposer à coups de trique et de fusil la fin de la contestation et des mouvements de révolte. Il sait que, si

le gouvernement français lui reproche quelque chose, c'est justement de ne pas le faire assez efficacement.

Alors, on ne sait pas quel choix feront les dirigeants français. On ne sait pas si, entre ces deux bandes armées, celle de Hissen Habré et celle de Goukouni, ils vont tout miser sur Hissen Habré au point d'envoyer des troupes.

Mais par contre on sait déjà que le gouvernement de gauche mène là-bas rigoureusement la même politique que les gouvernements de droite qui l'ont précédé. Car, là

aussi, c'est la continuité.

Mais si ces peuples vivent dans la misère, si leurs pays sont pour eux de véritables camps de concentration, c'est la bourgeoisie de notre pays qui en est la première responsable. Pas seulement à cause d'un passé colonial révolu. Mais aussi à cause du présent, à cause du pillage qu'elle impose aux pays pauvres, par dictateurs interpo-

Arlette LAGUILLER



#### Elections à la Sécurité sociale : là encore, voter ça ne suffit pas

avoir en octobre des élections à la Sécurité sociale. Une campagne à la radio et à la télévision vient même nous le dire et le redire, que cela nous concerne.

En tout cas, les cinq grandes centrales syndicales qui ont le droit de se présenter - la CGT, la CFDT, la CGT-FO, la CFTC et la CGC - ont l'air de se sentir concernées, plus que les salariés. En effet qui, parmi les salariés, sait à quoi servent les administrateurs qui vont être élus ? Quand il s'agit de baisser les remboursements. d'établir un forfait hospitalier, de décider du non-remboursement de tel ou tel médicament, c'est le Conseil des ministres qui prend la déci-

Et l'on ne voit pas les administrateurs s'opposer efficacement à ces mesures. Comme quoi, pour l'essentiel, dans les domaines qui intéressent les travailleurs, ceux-ci n'ont certes pas beaucoup d'influence.

Mais les centrales syndicales, elles, ont d'autres raisons de se passionner pour ces élections. Il

s'agit en effet d'élections nationales, où tous les salariés - et même tous les assurés sociaux -, ceux du secteur privé comme ceux du secteur public, vont voter en même temps. Et du coup, ces élections fournissent aux centrales syndicales une occasion de montrer leur importance, leur représentativité, dans des conditions différentes des élections professionnelles habituelles, les élections de délégués du personnel ou les élections au Comité d'entreprise.

En effet, dans les élections locales, les résultats mesurent l'influence de chaque syndicat au niveau de l'entreprise, et des facteurs locaux, particuliers, liés à l'implantation des syndicats, interviennent.

On sait par exemple que, dans les élections professionnelles, la CGT est surtout puissante dans les entreprises de la métallurgie, de la grande industrie, en particulier parmi les OS. Elle partage souvent la représentation de ces milieux avec la CFDT, surtout en province, d'ailleurs. Comme elle partage surtion des travailleurs immigrés. Par contre Force Ouvrière est plus faible dans ces mêmes milieux Mais dans un scrutin national comme celui qui aura lieu en octobre, on a des raisons de penser que les OS voteront moins que les professionnels ou les fonctionnaires, et les travailleurs immigrés moins que les autochtones.

Par ailleurs, tous les assurés sociaux voteront en même temps, c'est-à-dire non seulement les cadres, mais aussi les patrons, s'ils sont salariés de leur entreprise. Et dans ces conditions, il y a tout lieu de penser que la représentation de la CGC, de FO et celle de la CFTC, vont se trouver renforcées. C'est déjà ce qui s'était passé aux élections des conseils de Prud'hommes.

Alors, bien sûr, l'importance est grande pour ces centrales syndicales de pouvoir se prévaloir des résultats d'un tel scrutin, comme il est important pour la CGT et la CFDT de défendre le terrain. D'autant plus que des considérations politiques, liées au fait que la gauche, vont aussi intervenir.

Mais ces élections ont aussi un autre intérêt pour les centrales syndicales concernées. Car, si le rôle des administrateurs est secondaire dans la gestion réelle de la Sécurité sociale et dans la fixation des sommes qui vont aux soins, aux hôpitaux, etc., par contre il leur reste un terrain qui, pour être, secondaire, n'en est pas moins important. C'est que les Conseils d'administration ont un certain rôle dans le contrôle de la gestion interne des Caisses, au niveau de la gestion du personnel.

Oh, ce n'est pas que ces syndicalistes élus administrateurs puissent améliorer les conditions de travail des employés des Caisses, ou leur rétribution. Mais s'ils ne peuvent pas grand-chose, ni pour les employés de la Sécurité sociale en général, ni pour les « assujettis à la Sécurité sociale », les administrateurs, de par leurs fonctions, engagent des relations avec les cadres dirigeants des Caisses et peuvent influer sur l'avenir personnel de tel ou tel employé.

Mais ceia, a cause de ce que sont aujourd'hui les syndicats, n'est en fait qu'un alibi et une façon de faire croire que la Sécurité sociale est gérée par les tra-

vailleurs, et donc pour eux. Et, pour la bourgeoisie, c'est une façon de plus d'intégrer les cadres syndicaux, l'ensemble des militants syndicalistes, au fonctionnement de l'administration, au fonctionnement de l'appareil d'Etat au service de cette même bourgeoi-

Est-ce à dire que les travailleurs doivent tourner le dos à ces élections? S'ils pensent qu'il va suffire de voter pour que la Sécurité sociale soit, même dans une faible mesure, sous le contrôle des travailleurs, c'est certain : ils se trompent. Mais si 'eur vote s'accompagne de pressions sur les militants, sur ceux qu'ils auront élus, alors oui, il faut voter. Et pas seulement voter. Parce que, oui, la Sécurité sociale, cela nous concerne; et parce qu'il ne faut s'en romettre à personne, pas même aux syndica-

3

## DANS UNE SEMAINE, LES CARAVANES DE LUTTE OUVRIÈRE PRENDRONT LA ROUTE...

Du 16 juillet à la fin août, que vous soyiez sur les plages du nord de la France, du sud de la Bretagne, du Languedoc ou de la Vendée, ou encore sur les pentes du Jura, des Vosges ou des Alpes, vous pourrez certainement rencontrer l'une des caravanes de Lutte Ouvrière.

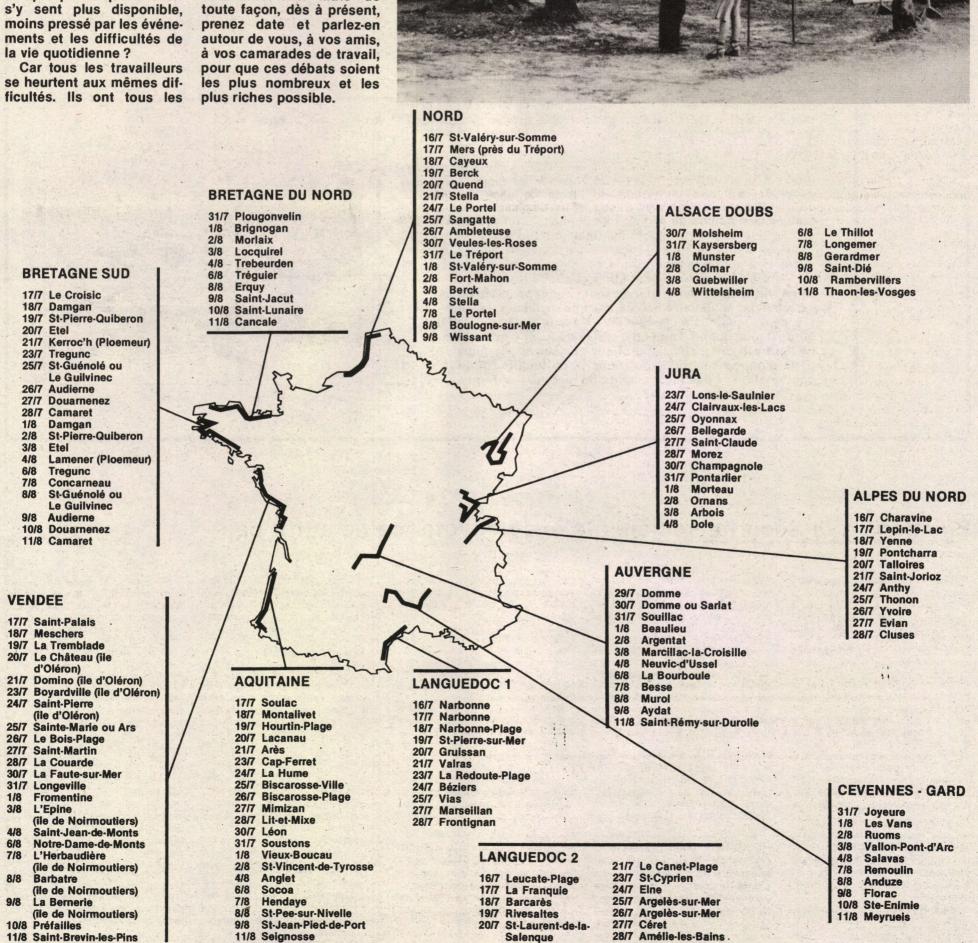
Chaque jour à des étapes différentes, nos camarades organiseront des débats auxquels vous pourrez participer. Ce sera une occasion de faire connaissance ou de se retrouver, d'échanger des idées ou de les confronter. Car la période des vacances n'est-elle pas le moment idéal pour discuter fraternellement, ne seraitce que parce que chacun

mêmes problèmes. Ils sont confrontés aux mêmes questions: que faire pour se défendre et défendre ses conditions de vie? Que faire, face à ce gouvernement qui se dit de gauche mais qui réserve ses attaques aux seuls travailleurs, tandis qu'il cède aux plus riches? Comment changer les choses et changer cette société?

Ce sont ces questions que nous voulons débattre avec tous ceux que nous rencontrons, et bien d'autres choses encore.

Nous publions ci-dessous la plupart des étapes de nos caravanes, entre le 16 juillet et le 15 août. D'autres seront publiées ultérieurement. Mais de





## réutilise les recettes éculées :

## il espère maintenir la « stabilisation du chômage »

Ceux qui pouvaient conserver quelques illusions envers nos gouvernants ont dû se réjouir de voir un ministre PCF nommé à l'Emploi. On allait voir ce qu'on allait voir. Et que voit-on justement? On constate tout d'abord que, depuis les dernières mesures de riqueur annoncées par Delors, tout le monde, experts, ministres (Ralite compris), patrons, journalistes, s'attend à une aggravation du chômage pour très bientôt. Rien qu'au cours des deux derniers mois, L'Humanité fait état de licenciements effectifs ou prévus d'ici 1984 qui concernent près de 16 000 salariés. Et encore, il ne s'agit que de grosses entreprises. Chaque semaine, des milliers de travailleurs supplémentaires sont jetés sur le pavé. Le ministre de l'Emploi, pas moins lucide qu'un autre, constate des « signes de dégradation (...) et un risque réel d'une montée du chômage dans les prochains mois ». Bon, mais alors que propose-til? Tout d'abord son ambition n'est pas du tout de diminuer le chômage. Finies les promesses d'il y a deux ans d'embauches massives, grâce à une diminution du temps de travail, à une relance de la consommation. Cela, c'est de l'histoire ancienne. Ralite limite plus modestement ses ambitions à « maintenir la stabilisation du chômage enregistrée depuis

un an ». Mais même cela, encore faut-il y parvenir.

Le gouvernement avait réussi cette limitation du chômage grâce à des mesures artificielles, qui lui coûtaient cher d'ailleurs (contrats de solidarité, embauche des jeunes en accordant des avantages financiers aux patrons, etc.), mesures qui renouaient sur le fond avec celles de Barre.

Eh bien, aujourd'hui, Ralite n'a guère autre chose à proposer. Son plan de lutte contre le chômage, dont le Conseil des ministres du jeudi 6 juillet a discuté - sans pour le moment prendre de mesures (mais cela devrait venir bientôt) - comporte quatre points. Tout d'abord favoriser de façon prioritaire la création ou le maintien d'emplois durables, en particulier au sein des entreprises nationalisées.

Belles paroles, mais comment faire? Ralite devrait ne pas manquer de demander par exemple à son camarade Fiterman de renoncer aux 1 500 suppressions de postes annon-cées à la SNCF : il s'agissait justement d'emplois stables... Ensuite Ralite souhaite continuer la réduction de la durée du travail en direction de la semaine de 35 heures, via les 37 heures. Bravo, mais qui payera? Car les 37 ou les 35 heures avec diminution du salaire, ce n'est rien d'autre que du chômage partiel, sous

un autre nom.

Ralite voudrait également améliorer l'efficacité de l'ANPE et autres organismes concernés par le chômage, pour que les patrons trouvent plus facilement, dans le vivier des chômeurs, précisément l'homme qu'il leur faut. Mais que ferontils de l'homme qu'il ne leur faut pas? Ils le licencieront, bien évidemment. Et on ne voit pas en quoi cette mesure peut diminuer globalement le chômage.

Enfin, ingrédient indispensable de ce genre de plan, il s'agit d'« amplifier les actions pour l'insertion et la formation des jeunes ». Depuis le temps qu'on se penche sur eux, on se demande comment il se fait qu'il reste encore quelques jeunes non formés et non insérés.

Ralite fait donc du vieux avec du vieux. L'évolution du chômage ne dépendra pour pas grand-chose de l'action ministérielle. Depuis les « Pactes pour l'emploi des jeunes » de Barre, au « Plan avenir jeunes » qui les a remplacés en 1981 jusqu'au prochain plan Ralite de réactivation des contrats emploi-formation, qu'y a-t-il de changé? Même le vocabulaire s'essouffle.

Que l'on se nomme Barre, Bérégovoy ou Ralite, tant qu'on gère la crise sans vouloir s'en prendre au capital, on se contente de gérer le chômage. Rien de plus.

André VICTOR

## Lettre et le néant

Le 12 juin dernier, Georges Marchais a envoyé une lettre à Laurent Fabius, le ministre de l'Industrie, lettre publiée in extenso dans L'Humanité. Marchais s'inquiétait des menaces sur l'emploi existant dans la région parisienne et il citait 101 entreprises gravement menacées par des projets de fermeture, de recours aux licenciements, au chômage technique. Marchais tenait à faire part à Fabius de ses « vives préoccupations » et se disait plein d'espoir pour les mesures que Fabius « ne manquerait pas de prendre ».

Fabius a répondu, et L'Humanité publie également sa réponse. Il partage bien entendu «les souhaits que

vous (Marchais) exprimez ». Il déclare rechercher « un aménagement équilibré territoire »... « avec constance et sur plusieurs années ». Et il précise qu'il a « demandé une analyse particulièrement attentive des difficultés que vous (toujours Marchais) avez soulignées ».

Bref, à une lettre qui ne demandait pas grand-chose, Fabius a répondu qu'il compte y réfléchir. On ne saurait mieux, de part et d'autre, amuser avec du papier à lettre les travailleurs, en particulier ceux qui sont inquiets pour leur emploi.

Cela dit, Marchais s'estime satisfait de la réponse. Il se réjouit : « Pour la première fois

un ministre reconnaît l'enjeu important que représente la région parisienne et cela, non pas au détriment du reste du pays, mais pour l'économie nationale tout entière ». Ah bon, avant, c'était donc tous des demeurés?

Marchais constate - mais le lecteur de la lettre de Fabius, lui, ne constate rien de tel -« que le gouvernement s'engage à aider les entreprises en difficulté »... Et il conclut en invitant les travailleurs concernés à se saisir de cette lettre « pour faire avancer les solutions nécessaires aux difficultés qu'ils rencontrent ».

Avec une telle arme, les travailleurs iront loin!

## Consensus à deux voix

Tout le monde l'a remarqué: en fait de débat entre Simone Veil et Pierre Bérégovoy à propos de la protection sociale, c'est plutôt à un dialogue poli qu'ont assisté les téléspectateurs de TF1, mercredi, à l'émission « Au cœur du débat ».

Il a fallu qu'ils se chamaillent sur des sujets hors texte, comme l'expo universelle par

exemple, pour que cela polémique un peu.

Car, sur le thème de la Sécurité sociale, ils ont beaucoup de points d'accord : la nécessité par exemple d'une grande concertation permettant d'aboutir enfin à un nouveau système de financement qui serait plus juste et plus efficace, ou celle de préserver les acquis ou encore celle d'écarter toute idée de privatisation.

Madame Veil, ancien ministre de la Santé sous Giscard, a même trouvé « intéressant » le Livre Blanc sur la protection sociale de l'actuel ministre des Affaires sociales. Leurs « fans » respectifs en sont restés perplexes. Car s'il y avait du « cœur », il n'y avait vraiment pas de « débat »!

## Les déçus du mois de juillet



Les hôteliers, les restaurateurs, les plagistes, les commerçants, les loueurs de villas au bord de la mer et tous les professionnels du tourisme en France font grise mine: les vacanciers ne sont pas là. Alors qu'ils s'attendaient à un boom sur les plages et les stations françaises, grâce au coup de pouce et au contrôle des changes de Delors, c'est au contraire une diminution de fréquentation par rapport à l'an dernier qui d'après eux a lieu, et serait de l'ordre de 25 à 30 % à l'échelle nationale. Et cette baisse affecte essentiellement les hôtels de catégories courantes et les campings. Par contre, les palaces de grand luxe affichent complet, comme d'habitude.

Evidemment, les professionnels du tourisme peuvent jeter certains cris alarmistes, pour inciter les hésitants qui ont peur du manque de place à venir

quand même, et pour être considérés par le gouvernement comme une profession sinistrée, et obtenir ainsi certains avantages de sa part.

Mais il est bien possible que, cette année, le départ en vacances soit pour beaucoup de familles qui avaient l'habitude de partir un problème. Car, ne l'oublions pas, il y avait déjà environ une personne sur deux qui ne partait pas. Les conséquences des plans d'austérité, l'augmentation du nombre des chômeurs, les différentes ponctions qui ont été faites ces derniers mois par les impôts supplémentaires, la hausse des prix, tout ce qui a contribué cette année à baisser le pouvoir d'achat d'une grande partie de la population, se répercute aussi sur les vacances. Un mois « normal » est déjà difficile financièrement à boucler. Alors on rogne aussi sur les vacances!

## CENTRALES NUCLÉAIRES :

## On continuera à en construire, même si elles sont inutiles

« Aucun engagement de nouvelles tranches nucléaires n'est nécessaire avant 1987 » : c'est ce qu'affirme un rapport publié dans le cadre de la préparation du IX<sup>e</sup> Plan, le rapport Josephe.

Constatant que la crise se traduit par une stagnation des besoins en énergie, le rapport conclut que, au rythme de construction actuel des centrales nucléaires, on produira bientôt trop d'électricité en France. D'où la nécessité de ne pas construire plus de centrales.

On pourrait se dire que ce serait le moment ou jamais, pour le gouvernement socialiste, de mettre en application les promesses qu'avait faites Mitterrand quelques jours avant son élection en mai 1981, lorsqu'il avait dit: « Parce qu'il est coûteux et incertain, il faut arrêter le programme nucléaire, non sans achever les centrales nucléaires en construction ». Après son élection, c'est une promesse que Mitterrand avait purement et simplement oubliée, reprenant à son compte les deux tiers du programme nucléaire de ses prédécesseurs, au nom des besoins énergétiques du pays. Mais puisque maintenant on reconnaît officiellement que la construction de nouvelles centrales n'est plus seulement coûteuse mais inutile, rien ne justifie qu'on continue le gaspillage!

Telle n'est pourtant pas la conclusion du rapport Josephe, qui ajoute: « Seule la prise en compte d'une nécessaire sauvegarde de l'outil industriel commande la réalisation d'une tranche de 1400 mégawatts par an jusqu'en 1990 » (soit un tiers du rythme actuel). Ce que Marcel Boiteux, président d'EDF, formule de façon plus crue, dans une interview publiée dans Libération du 4 juillet, en disant : « Il est évident que, si on arrête tout, il n'y aura plus d'industrie française quand on voudra recommencer. (...) Même dans l'hypothèse la plus pessimiste, il faut quand même continuer à construire quelques centrales ».

Avant, les gouvernements expliquaient que les milliards de subventions engloutis dans le programme nucléaire, les milliards d'emprunts contractés qu'EDF continue aujourd'hui à rembourser, permettraient de payer l'élec-

DÉPECHEZ VOUS
DE FINIR ENCORE
CETTE CENTRALE
ET QUE ÇA SAUTE!

tricité moins cher. Il y allait, disait-on, de l'intérêt de tous. Mais, en fin de compte, il y allait surtout de l'intérêt des quelques entreprises qui se partageaient le secteur de l'électro-nucléaire—Framatome et Alsthom-Atlantique en particulier—qui ont ainsi vécu des énormes commandes de l'Etat.

Aujourd'hui, dans un sens, les choses seront plus claires: on va continuer à verser des milliards, mais on nous dit ouvertement qu'ils sont uniquement destinés à garnir les caisses des entreprises de l'électro-nucléaire. Moyen-

nant quoi celles-ci pourront rester à flot avec la certitude d'un minimum de commandes. Au passage, elles pourront continuer à faire payer à l'Etat tout ou partie de leurs investissements en recherche, ce qui leur permettra du même coup de continuer à tenter leur chance sur les marchés etrangers.

En somme, tout continuera comme avant. Mais au moins contribuables et consommateurs ne pourront plus avoir le moindre doute sur l'usage qu'on fait de Jeur argent!

Philippe NATIER

## LES BARRAGES DE LA MEIJE :

## Le projet est reporté, mais toujours pas abandonné

Dimanche 3 juillet, une manifestation a rassemblé entre 3 000 et 5 000 personnes au col du Lautaret, près de Briançon. Cette manifestation avait pour but de protester contre le projet de construction de deux barrages EDF à proximité.

Ces barrages, baptisés par les écologistes « barrages hydro-nucléaires », auraient pour fonction de « stocker » en quelque sorte l'électricité produite en excédent par les centrales nucléaires aux heures de faible consommation.

On utiliserait cette électricité temporairement excédentaire pour remplir par pompage des bassins de retenue situés à 2 000 et 2 500 mètres d'altitude. Puis, une fois venues les heures de forte demande, les vannes des barrages fermant ces bassins seraient ouvertes, et l'eau en s'écoulant actionnerait des

turbines qui restitueraient une partie de l'électricité excédentaire auparavant. En soi, l'idée n'est certes

En soi, l'idée n'est certes pas mauvaise, au moins du point de vue des économies d'énergie. Mais les habitants et les usagers du site voient les choses autrement.

En effet, tout cela se passerait en bordure du massif de la Meije, l'un des sites les plus réputés pour sa beauté et la préservation du milieu alpin. La construction des barrages s'étalerait sur quinze ans, pendant lesquels hélicoptères et camions feraient d'incessantes allées et venues, tandis que des routes et des tunnels devraient être percés. Situation dont les travaux de prospection commencés depuis deux ans ont déjà donné un avant-goût.

Sans compter qu'une fois les barrages construits les

organisations de défense de la nature estiment que le réchauffement artificiel de l'eau servant à actionner les turbines des barrages se traduirait probablement par la formation de brouillards, et certainement par une perturbation du climat local.

Depuis quelque temps, il est vrai, des bruits couraient selon lesquels, du fait d'un ralentissement du programme nucléaire, le projet serait reporté. Et c'est effectivement ce que le députémaire socialiste de la région a confirmé, en lisant aux manifestants le texte d'un télégramme d'Huguette Bouchardeau annonçant que « les travaux, s'ils ne sont pas abandonnés, seront au moins différés et ne seront en tout cas pas entrepris avant

Dans la mesure où EDF

semble avoir décidé ellemême de reporter son projet, c'est un engagement qui ne coûte pas grand-chose à Huguette Bouchardeau. Mais que se passera-t-il si EDF revient à la charge? Làdessus, Huguette Bouchardeau n'a pris aucun engagement. P.N.



## NATURE PROTÉGÉE OU POLLUTION PROTÉGÉE ?



On parle beaucoup de l'environnement, mais il coûte toujours moins cher d'abandonner ses ordures dans les rivières que de se préoccuper de les faire recycler.

C'est ainsi que, d'après le journal L'Humanité du 5 juillet, une sucrerie de Vierzy dans l'Aisne qui aurait déversé ses résidus de betteraves sucrières dans le canal de l'Ourq serait à l'origine d'une pollution qui a tué, plusieurs tonnes de poissons dans le canal.

S'il en coûte de 40 F à 100 F par tonne pour mettre les déchets agro-alimentaires à la décharge, il n'en coûte rien de les mettre à l'eau. D'après L'Humanité, la seule loi qui permet de poursuivre les pollueurs de cette espèce auprès des tribunaux n'est qu'un article du code rural si peu dissuasif que les associations de pêche et de défense de la nature n'y ont que rarement recours.

#### On parle beaucoup de l'envinnement, mais il coûte tou- Des lacs mis à mort

Après une conférence internationale sans grand résultat sur le sujet en juin dernier, l'Académie nationale des sciences américaine a publié la semaine dernière un rapport sur les pluies acides, ces pluies qui, à cause de l'empoisonnement de l'atmosphère, tuent les poissons de nombreux lacs ou ralentissent la croissance des arbres souvent à des milliers de kilomètres du lieu de départ de la pollution.

En Europe, ce sont surtout les pays nordiques qui en sont victimes: sur 5 000 lacs norvégiens étudiés, 1 750 ont perdu de nombreuses espèces de poissons, 900 ont été à peu près vidés de toute vie. Les nappes d'eau souterraines sont touchées. En Amérique, dans le seul Québec, on estime à plus de mille le nombre de lacs morts.

Le rapport met en cause les émanations de dioxyde de soufre. La seule usine canadienne INCO en rejette 1,3 million de tonnes par an dans l'atmosphère. La France, qui a la chance d'être placée sous de bons vents, ne souffre pas trop des pluies acides, mais envoie sa pollution ailleurs. Elle rejette en effet 2,5 millions de tonnes de dioxyde de soufre chaque année et Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat à l'Environnement, s'est contentée de promettre une réduction de 30 % en dix ans. Il est vrai que Reagan, lui, prétendait qu'on n'en savait pas assez sur la pollution par les pluies acides pour obliger les industriels à réduire leur pollution : avec le rapport de l'Académie américaine, il va lui falloir trouver d'autres arguments!



### Pour les futures élections, tout est bon



Rien dans les mains...

(AFP)

Alors qu'il est question que Reagan se représente aux élections présidentielles américaines l'an prochain, une nouvelle affaire rappelant vaguement le « Watergate » vient d'éclater. D'après une information tirée d'un livre publié par le correspondant permanent auprès de la Maison-Blanche de la revue Time, Laurence Barett , un document important, préparé par l'équipe Carter pour le duel télévisé Carter-Reagan d'octobre 1980, serait tombé entre les mains de l'équipe Reagan, qui en aurait alors tiré parti.

Reagan, dans une conférence de presse, a juré ses grands dieux qu'il n'avait pas vu ce papier, bien que celui-ci ait effectivement été retrouvé dans les archives de la Maison-Blanche.

Depuis, une commission sénatoriale d'enquête a été mise en place, et le FBI s'est officiellement intéressé à l'affaire. Mais évidemment, pour l'instant il y a loin entre cette affaire et le « Watergate », dans lequel toute une équipe d'hommes de main avaient été chargée par Nixon d'espionner le quartier général du Parti Démocrate. Et Reagan ne risque guère d'avoir à démissionner, comme le fit Nixon quand il devint impossible d'étouffer l'affaire.

Seulement, les élections présidentielles ont lieu dans dixhuit mois et comme, en ces temps de crise, les candidats ont bien du mal à passionner les électeurs, cette nouvelle affaire peut servir d'aliment à la campagne du candidat démocrate. Tout cela ne vole pas bien haut, mais c'est bien à l'image des deux grands partis américains.

Alain LEMART

## GRANDE-BRETAGNE

## Les partisans de la peine capitale reviennent à la charge!

Après la victoire électorale des conservateurs, les partisans de la peine de mort profitent une nouvelle fois des circonstances pour essayer d'obtenir son rétablissement, et un débat doit avoir lieu à la Chambre des communes à ce sujet dans les jours qui viennent.

Certains d'entre eux réclament le retour à la situation de 1965, au moment du vote de l'abolition, où le recours à la peine capitale était limité à certains crimes particuliers, tels que les attentats terroristes ou le meurtre d'un policier. Mais d'autres, en particulier la puissante Fédération de la Police et un certain nombre de nouveaux élus conservateurs, revendiquent un retour à plus de 25 ans en arrière, à la législation d'avant 1957 qui considérait la peine de mort comme une peine parmi d'autres et laissait les jurys des tribunaux libres de la prononcer, quel que soit le crime commis. Si l'on en croit une étude des services officiels, le retour à cette législation pourrait entraîner environ 90 pendaisons par an dans le pays!

Quoi qu'il en soit, il semble que les nostalgiques de la peine de mort aient peu de chances d'avoir gain de cause. Leur demière tentative, sous le précédent gouvernement Thatcher, s'était heurtée à une levée de boucliers, y compris parmi les députés conservateurs, et s'était terminée en déroute.

D'ailleurs l'attitude même des dirigeants conservateurs, et de Margaret Thatcher en particulier, n'est pas faite pour les aider. Cette dernière s'est en effet toujours abstenue d'initiative spectaculaire dans ce domaine, tenant au contraire à affirmer qu'elle laissait les députés de son parti libres de leur vote. Ce qui ne l'empêche pas à l'occasion, mais discrètement, de se déclarer favorable à un recours « modéré » à la peine capitale, et de manier une certaine démagogie sur le thème de la fermeté contre les délinquants. Mais de là, alors que tous les sondages indiquent qu'une large majorité de l'électorat est hostile à la peine de mort, à devenir le Premier ministre qui a restauré la peine de mort, ç'est un pas que Margaret Thatcher ne tient visiblement pas à franchir, en tout cas pas pour l'instant: les louanges des amateurs de pendaisons ne valent quand même pas le risque d'une hostilité grandissante dans l'électorat!

## Mitterrand est revenu de l'expo, et Chirac est de la revue

L'exposition universelle de 1989 à Paris vient d'être — provisoirement peutêtre — annulée, victime des futures batailles électorales entre la droite et la gauche, et plus précisément de celle qui oppose déjà Chirac et Mitterrand. Et cela en a fait, des déçus!

Car une exposition universelle à Paris, cela attirerait beaucoup de monde dans la capitale. Beaucoup, beaucoup, beaucoup de monde (on parle de 50 à 60 millions de visiteurs!) Et cela intéresserait bigrement, bien sûr, tout ce qui a pignon sur rue dans la capitale: hôteliers, transporteurs, restaurateurs, banquiers, commerçants en tout et en rien, entreprises de spectacles, organisateurs et marchands en tout genre, exposants. Une exposition universelle, pour certains, c'est une « big » affaire! Et bien entendu, ce sont les électeurs de droite qui sont le plus intéressés. Bien plus en tout cas que les électeurs de gauche, les travailleurs, qui, eux, n'y verront que des transports en commun bondés, des embouteillages monstres et des prix qui montent!

Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si cette idée a été lancée par Dassault, député RPR, ami de Chirac, avionneur célèbre, affairiste florissant malgré (ou grâce à...) plusieurs nationalisations. En tout cas, cette idée Mitterrand l'avait reprise et faite sienne dès septembre 1981. Il avait même chargé de l'étude du projet Gilbert Trigano, qui a commencé sa fortune en vendant du matériel de camping (les grandes concentrations ne lui sont pas inconnues...) et qui l'a continuée en devenant, depuis, P-DG du Club Méditerranée.

Cette exposition uni- Gilbert Trigano (à dr. verselle semblait donc l'abandon du projet.



faire l'unanimité, de la droite à la gauche, et satisfaire avant tout ceux qui ont de l'argent à faire fructifier.

Mais Chirac a semblet-il fait un faux pas sur la question de « qui paiera »? Sise à Paris, inévitablement la plus grosse partie des frais de l'expo retombait sur la bonne ville dont il est le maire. Aussi, en proposant Marne-la-Vallée, trop petite commune pour faire face aux investissements nécessaires, Chirac savait bien que l'Etat paierait, et que Paris et ses marchands profiteralent quand même des retombées.

Car une exposition de cette ampleur, même si cela rapporte à quelquesuns, cela peut coûter très cher à la ville ou même au pays organisateur. L'exemple de Montréal pour les Jeux Olympiques de 1976 ou celui de Grenoble et des Jeux d'Hiver de 1968 sont encore dans les mémoires. Leur déficit aussi...

Alors Chirac, en tant que maire de Paris, a voulu que ce soit l'Etat qui endosse la note, ou plus exactement que ce soit l'ensemble des contribuables du pays qui amortissent les frais, et pas ses seuls administrés parisiens.

Il a donc renâclé. Et la dernière péripétie en date, c'est que Mitterrand s'est saisi de l'opposition de Chirac pour dire que, puisque ça ne plaît pas au maire de Paris et aux élus locaux, il s'incline; il sera démocratique et sera fidèle à l'esprit de décentralisation. Et, pour ne pas aller contre leur avis, il n'y aura pas d'exposition...

Et voilà Chirac au pied du mur, bien ennuyé d'avoir à répondre de son attitude devant ses électeurs

A défaut de « rev'nir » de l'expo, il est provisoirement de la revue!



Gilbert Trigano (à droite) et Robert Bordaz se disent terriblement déçus de l'abandon du projet. (Ph AFP)

#### Arrête ton tank

Le plus gros pétrolier du monde, le Seawise Giant, va devenir le plus gros entrepôt du monde. Ce monstre, qui était au chômage depuis plus d'un an, va en effet servir à résoudre les problèmes de stockage de la compagnie pétrolière mexicaine Pemex. Mais, bien sûr, comme tout entrepôt digne de ce nom, il restera désormais en position fixe... Avec la crise, 23 % de la flotte mondiale de pétroliers, soit 459 bâtiments, seraient actuellement au chômage. D'ici à ce qu'un petit malin de promoteur ait l'idée d'en faire des marinas...

## ESPAGNE

## Crise au sein du **Parti Communiste**

Le rebondissement de la crise interne du Parti Communiste d'Espagne, avec les durs affrontements qui se sont produits entre les partisans de Carrillo et une partie de la nouvelle direction lors de la dernière réunion du Comité central du PCE, sont largement commentés en Espagne.

En effet, depuis la dernière réunion du Comité central du PCE, où les affrontements personnels et les discussions se sont prolongés pendant plus de 40 heures entre le 27 et le 30 juin, tout semble indiquer que la longue crise que traverse le PCE atteindra son point culminant dans les prochains mois et surtout lors du XIe congrès, prévu pour la mi-décembre.

Cette crise a commencé après les prises de position de Carrillo en faveur de la monarchie et du drapeau bicolore franco-monarchiste. Elle s'est poursuivie avec la lune de miel de celui-ci avec Suarez, son acceptation des bases américaines en Espagne et son soutien aux pactes de la Moncloa. Elle s'est aggravée lors du Xe congrès de 1981. Car, comme il fallait s'y attendre, les résultats électoraux de 1977 et 1979 avaient décu beaucoup de militants et de travailleurs combatifs qui se sont considérés trompés par la politique du PCE. Et c'est essentiellement pour essayer de contrecarrer ce malaise que la direction du PCE procéda à la dissolution du Parti Communiste d'Euskadi et à l'expulsion des « rénovateurs ».

Après le cuisant échec électoral du 28 octobre 1982, Carrillo fut obligé de présenter sa démission et Gerardo Iglesias accéda au poste de secrétaire général. Celui-ci commença une politique de rapprochement vis-à-vis des dissidents et, dans un premier temps, de « soutien critique » au gouvernement socialiste.

Mais maintenant, tout semble indiquer que le nouveau secrétaire général et la fraction du parti qui soutient ses thèses sont décidés à battre en brèche les positions de Carrillo et de ses partisans.

En présentant au Comité central ce que devraient être les lignes essentielles du prochain congrès, Iglesias a dit qu'il faudra « travailler pour offrir une alternative de gouvernement de gauche des communistes, socialistes et autres forces progressistes ». Et il a ajouté : « Il faut transformer le

désespoir que peut créer la politique du PSOE en enthousiasme et mobilisation sociale, pour qu'aux prochaines élections if y ait une alternative plus progressiste et que les communistes soient présents au gouvernement ». Sur le plan du parti, le secrétaire général a proposé un renouvellement périodique des organes de direction, y compris du secrétaire général... Il a proposé de s'orienter vers un parti « de masse laïque et eurocommuniste», au sein duquel, sans admettre des courants organisés, doit pouvoir exister « une critique respectueuse et tranquille ».

Nicolas Sartorius, l'homme fort de la nouvelle direction, a été encore plus affirmatif, en partant de la nécessité de suivre les exemples du PC français et du PC italien au sujet de la collaboration avec les socialistes, « meme si nous devons avaler tout ce qu'ils avalent de la part des camarades socialis-

Attaqué sur son propre terrain, Carrillo a effectué un nouveau virage à 180° et s'est déclaré partisan de l'étatisation de l'économie, de l'ouverture d'une période de réflexion d'un an avant de décider s'il convient ou non que l'Espagne entre ou non dans la CEE, et a eu des éloges pour la récente proposition du Pacte de Varsovie sur le démantèlement mutuel des missiles nucléaires. Pour lui, il n'est pas question de pratiquer une politique de « soutien critique » au gouvernement de Felipe Gonzalez, dont le parti est « aujourd'hui entre les mains d'un groupe d'avocats et de hauts fonctionnaires de la banque (...) et n'est plus ce qu'il a été dans son histoire ». Un des inconditionnels de Carrillo, Ignacio Gallego, a consacré, selon le journal El Païs, des paroles émouvantes aux conquêtes sociales de l'Union soviétique, qui se trouve aujourd'hui en bien meilleure position que les Etats-Unis avec leurs 12 millions de chômeurs. Comme quoi Carrillo et les siens semblent avoir mis au rancart leurs prises de position antérieures sur l'Union soviétique. Ce sont leurs rivaux qui mènent en ce moment un « eurocommunisme » conséquent.

Du coup, les groupes prosoviétiques semblent suivre avec intérêt ce nouveau rebondissement de la crise du PCE. Car, le même jour qui terminait cette réunion du Comité central, des responsables de mouvements pro-soviétiques, le MRC (Mouvement de Récupération Marxiste) et le Parti des Communistes Catalans, se sont réunis pour analyser les résultats du Comité central, pour lequel ils considèrent qu'une scission est possible.

Pour El Païs aussi (30.6.83), « cette dureté et le climat des relations intérieures entre quelques-uns des représentants des deux fractions, entre lesquelles le Comité central apparait divisé, ont fait courir hier l'hypothèse d'une possible scission dans le PCE ».

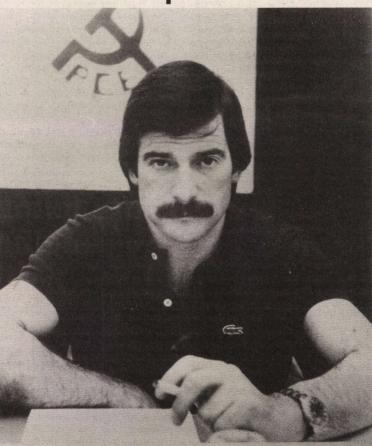
Carrillo et les siens ont refusé de participer à la commission qui doit rédiger le texte préparatoire du XIe congrès et affirment que, « s'il y a rupture, celle-ci sera l'œuvre des autres ».

Alors, on ne sait pas comment va se terminer cette crise. Mais il est certain qu'elle va de pair avec le grave affaiblissement du Parti Communiste, non seulement sur le terrain électoral mais aussi en forces militantes. Il aurait perdu, d'après certains dirigeants. quelque 65 % de ses militants et sympathisants au cours des dernières années. Et il est certain aussi que les tensions actuelles au sein du PCE, l'absence de perspectives qu'offrent aux travailleurs l'une et l'autre tendance, sont autant de facteurs qui détournent d'eux les travailleurs.

G.C.



Santiago Carrillo en 1978, peu de temps après son retour d'exil, rencontrant le roi d'Espagne à l'occasion de la visite de Giscard d'Estaing.



Gerardo Iglesias, le nouveau secrétaire général du PCE.

### Arrête tes charges Gattaz

Un groupe d'experts du CNPF et de l'administration viennent de se pencher sur l'augmentation des charges des entreprises résultant des mesures prises par le gouvernement. Les représentants du patronat et du gouvernement ne sont pas arrivés à se mettre d'accord, les experts du CNPF estimant à 62 milliards cette augmentation pour 1983, alors que ceux de l'administration la chiffrent à moins de 28 milliards.

Mais on peut se demander quelle valeur accorder aux chiffres du CNPF, quand on se rappelle les estimations fournies il y a quelques mois. Le 22 novembre 1982 Guy Brana, président de la commission économique du CNPF, estimait l'augmentation de ces charges à 109 milliards de francs. De 109 milliards à 62, ça fait 43 % de baisse; excusez du peu! Et encore, dans ces 62 milliards, les représentants des patrons comptent 31 milliards au titre de la 5e semaine de congés et

des 39 heures, alors que l'administration l'estime à 8,3 milliards. Une telle somme représenterait l'embauche de plusieurs centaines de milliers de personnes. Or les estimations les plus optimistes en la matière font état d'environ 70 000 emplois créés ou préservés par suite de la réduction du temps de travail.

En tout cas le CNPF, fidèle à une politique qui lui a si bien réussi jusque-là, continue de taper sur le même clou. De ce rapport, il tire la conclusion qu'il dispose d'une base solide pour contre-attaquer, pour alerter l'opinion et pour engager des actions « de grande ampleur». Pour ce qui est d'alerter l'opinion, en tout cas, il ne ménage pas ses efforts.

Pierre CHAMBEY

FR \*

## PARIS Ceinture pour les espaces verts

Le tribunal administratif de d'aménagement du nouveau quartier de la porte de Champerret, d'ailleurs en cours de construction, car ce quartier serait en train de sortir de terre en toute illégalité.

L'affaire remonte à 1919, date à laquelle on décida de laisser en l'état une « ceinture verte » reliant, tout autour de Paris, le bois de Boulogne et le bois de Vincennes, à l'emplacement des anciennes fortifications, représentant une superficie de 778 hectares.

Restée à l'état de terrains Paris vient d'annuler le plan vagues jusqu'en 1953, la « zone » eut droit alors, par dérogation, à quelques constructions, à condition qu'elles ne prennent pas plus de 20 % de l'espace total et qu'on installe des espaces verts équivalents, ailleurs dans Paris.

Trente ans plus tard, on a beau se frotter les yeux, entre le périphérique, les immeubles et les bâtiments divers qui ont poussé à cet endroit, la seule verdure qui subsiste est celle des pots de fleurs sur les balcons!

J.H.

# Rouge Lutte

N° 7 juillet 83

## **AUSTÉRITÉ**

## les mauvais coups de l'été

Le gouvernement Mitterrand-Mauroy n'aura pas attendu les vacances pour remettre en cause un certain nombre d'avantages que les travailleurs ont obtenus au fil des luttes et des ans.

Ainsi le statut des employés des Caisses d'Epargne a été modifié en baisse et le gouvernement entend faire de même avec celui des travailleurs de l'EDF-GDF; ainsi les employés de la Sécurité sociale voient leurs retraites amputées par le remaniement de leur régime de retraite complémentaire; ainsi le 6 juin dernier le ministre socialiste de la Solidarité et des Affaires Sociales, Pierre Bérégovoy, annonçait un nouveau plan visant à réduire de 4 milliards de francs les dépenses de la Sécurité sociale, en économisant essentiellement sur les prestations sociales existantes ou promises, sur le dos des assurés donc; ainsi encore le «livre blanc» du même Bérégovoy prévoit l'uni-formisation par le bas d'acquis de plusieurs catégories professionnelles comme les sidérurgistes et certains fonctionnaires par exemple, pour qui il est prévu de supprimer le droit de partir à la retraite à 55 ans.

Delors quant à lui vient d'annoncer que certains impôts exceptionnels devraient être reconduits en 1984 sans toutefois que cela nuise aux « généraux et capitaines » d'industrie. Au contraire même puisque dans le même temps le ministre des Finances a demandé aux banques d'aider les entreprises fiables à passer le cap difficile

le cap difficile.

Et puis, en ce qui concerne le déficit de l'assurance-chômage, le conseil des ministres du mercredi 29 juin a décidé d'augmenter de 1 % le taux de cotisations (0,60 % pour les patrons, 0,40 % pour les travailleurs). Une fois encore, les salariés auront à supporter une part importante du financement de l'UNEDIC alors que les capitalistes sont les seuls responsables de la

crise et du chômage. C'est leur système, la course au profit, qui a amené de plus en plus d'entreprises moyennes ou petites, les plus fragiles, à s'écrouler. Ce sont leurs restructurations, leurs réorganisations de toutes sortes, dans la sidérurgie, le textile, l'automobile ou ailleurs, qui jettent sur le pavé toujours et toujours plus de travailleurs.

Le gouvernement aurait sans doute préféré que les mesures nécessaires pour équilibrer les comptes des caisses de l'UNE-DIC sortent des discussions entre patrons et syndicats. Les syndicats avaient d'ailleurs pour leur part multiplié les concessions puisqu'ils n'ont pas hésité à remettre en cause de nombreux acquis, parvenant ainsi à économiser plus de sept milliards de francs. Mais cela n'a pas suffi au patronat et pour ne pas avoir voulu le contraindre à prendre, à sa seule charge, l'indemnisation d'un fléau dont il est le seul responsable, le gouvernement endosse directement et volontairement la responsabilité de mesures qui ne peuvent que mécontenter la classe ouvrière.

Si les travailleurs ne réagissent pas, il n'y a aucune raison pour que cela s'arrête. Demain ou après-demain, plan après plan, mesure de sauvetage après mesure de sauvetage, qu'il s'agisse de l'UNEDIC ou de la Sécurité sociale, ou encore du déficit du commerce extérieur, le gouvernement rogne, tranche, reprend, supprime peu à peu les acquis de la classe ouvrière.

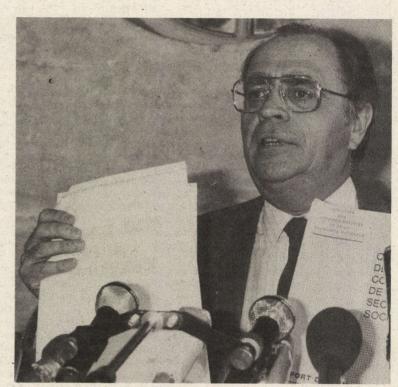
Quand il s'en prend si peu que ce soit au patronat ou aux diverses catégories de la petite bourgeoisie, il recule car les réactions sont immédiates. Mais voilà deux ans qu'il s'en prend à la classe ouvrière, sans qu'elle réagisse, massivement, solidairement. Alors il pense qu'il peut continuer impunément.

Mais ce n'est pas parce que les directions syndicales complices ne réagissent pas, parce que les partis qui se réclament de la classe ouvrière sont solidaires d'un gouvernement qui prend des mesures antiouvrières, que la classe ouvrière, elle, doit être pour autant consentante ou résignée.

Les travailleurs n'accepteront pas toujours sans réagir
les mesures que l'on prend
contre eux et qui menacent
leurs acquis et leur niveau de
vie. Ils n'accepteront pas éternellement d'avoir à payer
encore et toujours plus pour
colmater les brèches financières provoquées par la crise du
système capitaliste.

Dans cette situation de crise économique, il n'y a pas de place pour une politique qui ménagerait à la fois les intérêts des capitalistes et ceux des travailleurs.

Les travailleurs en prennent conscience de plus en plus clairement et ils sauront le montrer.



Bérégovoy présentant le « Livre blanc sur la protection sociale ». En bas : Réunion tripartite sur l'UNEDIC (Ph AFP)



Un supplément mensuel commun

Lutte Ouvrière et Rouge publient un supplément mensuel commun. Cette publication ne signifie pas que les divergences qui séparent nos deux tendances ont disparu. C'est ainsi, par exemple, que Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire ont une attitude sensiblement différente à l'égard du gouvernement de gauche et des partis qui le soutiennent, tout en s'opposant l'un et l'autre à leur politique d'austérité. Cela implique une rédaction différente de bien des articles, mais aussi une intervention politique différente dans les entreprises, dans les organisations

syndicales.

Ces divergences, nous ne chercherons pas à les masquer dans ces pages. Lorsqu'il y aura des désaccords, les articles seront signés par l'organisation dont ils reflètent les vues. Mais chaque fois qu'il y aura communauté de vue, nous publierons des articles non signés, qui exprimeront la position commune.

Cette publication commune devrait aider à la clarification politique entre nos deux courants. Elle devrait permettre de faire apparaître aussi bien les points d'accord que les points de désaccord, en leur donnant leur véritable place.

Elle pourra être le cadre dans lequel des relations de confiance pourront s'établir entre deux organisations qui ont des références, un programme et des buts communs: Parce que face au stalinisme et à la social-démocratie, elles se réclament du trotskysme. Parce qu'elles se donnent toutes deux pour but la construction d'un parti révolutionnaire dans ce pays et de participer à la construction de la Quatrième Internationale dans le monde.

Si nous parvenons, à travers même parti.

cette publication commune, à clarifier nos positions politiques aux yeux de ceux qui se tournent vers nos organisa-tions; si nous parvenons à montrer que nous pouvons établir des relations qui nous permettent d'agir ensemble toutes les fois où cela est possible, et de maintenir nos liens et nos relations même lorsque les divergences ne nous le permettent pas, nous aurons fait la démonstration que par-delà les différences et les clivages actuels, il y a une base fondamentale qui nous est commune et qui nous permettra demain d'être les composantes d'un

## Ne pas se tromper d'intervention

Cela fait trois ans que d'importantes manifestations contre la guerre et l'emploi des armes nucléaires ont commencé à se dérouler en Europe occidentale.

A l'origine de ce mouvement pacifiste, il y a le regain sensi-ble de la tension internationale, et notamment la politique américaine d'armement. Celle-ci s'illustre entre autres par l'installation, prévue pour la fin de l'année 1983, des missiles « Pershing » en Hollande, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Italie et en RFA. Il est indéniable que, dans certains pays d'Europe au moins, l'émergence de ce mouvement pacifiste indique l'inquiétude croissante d'une partie de la jeunesse envers le danger de guerre. Inquiétude ô combien justifiée.

Les révolutionnaires peuvent et doivent appuyer le mouvement pacifiste et ses revendications, même limitées. Il est susceptible d'éveiller à la politique active des femmes, des hommes, des jeunes qui d'ordinaire ne se sentent pas concernés, et de leur donner l'habitude de se prononcer, de critiquer, de demander des comptes sur ce que les gouvernements font en leur nom. Et si elle prend une ampleur véritablement populaire, la protestation pacifiste, commencée par un simple sentiment de révolte contre les horreurs de la guerre nucléaire, peut exprimer une défiance croissante contre les gouvernements et les institutions de l'impérialisme, fauteur de guerre.

En France, cependant, on n'a pas assisté pour l'instant à l'émergence d'un tel mouvement. Et la récente manifestation du 19 juin, à l'initiative de « l'Appel des Cent » ne nous dément nullement. Bien plus que le signe de l'émergence d'un mouvement pacifiste en France, cette manifestation était une initiative du PCF, prise pour des raisons n'ayant rien à voir avec des objectifs pacifistes.

Le PCF est engagé dans la défense à tout crin de la politique d'austérité. Le respect strict de la solidarité gouvernementale l'empêche de se différencier clairement du Parti Socialiste et du gouvernement sur le terrain social. Cette situation se traduit par le trouble, la démoralisation chez de nombreux militants du PCF.

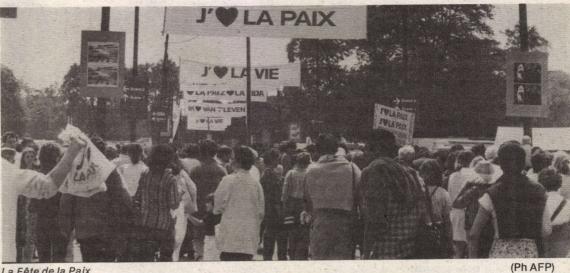
Les dirigeants du parti ressentent donc le besoin d'affirmer malgré tout, ne serait-ce que vis-à-vis de leurs militants, que le parti existe, qu'il a des objectifs de combat dans lesquels ses militants se retrouvent. Depuis deux ans, Il a choisi de le faire sur le terrain de la « lutte pour la paix ». La raison de ce choix est évidente; elle ne tient nullement à l'existence d'une quelconque mobilisation de l'opinion francaise sur cet objectif. Elle tient au fait qu'il s'agit d'un thème facile et flou, sur lequel le PCF peut facilement éviter d'entrer en conflit avec le PS et le gouvernement dont il est membre.

Autour de ce thème de la paix, le PCF peut mobiliser son appareil, ses militants, réunir son public traditionnel de parti, entretenir une image un peu différente du PS, donner l'impression que le PCF n'est pas un simple appendice du gouvernement de la bourgeoisie, mais aussi un parti qui

Mais jusqu'à présent, les manifestations pour la paix organisées par le PCF n'ont pas débordé le public habituel de ce parti, qu'il aurait pu aussi bien réunir sur un tout autre thème. D'ailleurs le fait qu'il s'agisse d'initiatives portant de toute évidence sa marque explique sans doute en partie le peu d'empressement d'autres courants pacifistes à se joindre à ces manifesta-tions, même quand le PCF donne à son initiative l'apparence d'un « Appel des Cent » formellement indépendant.

Sans doute, on pouvait se poser la question de la participation ou non des révolutionnaires à cette manifestation. Un certain nombre d'arguments militaient en faveur de cette participation, d'autres contre. Nous n'avons pas fait, à Lutte Ouvrière, le même choix que la LCR puisque nous n'y avons pas appelé. Mais ce n'est pas ce choix lui-même qu'il compte le plus de discuter entre nos deux organisations. Ce sont les raisons politiques et les analyses qui l'ont motivé.

Car, avant même de juger s'il était ou non opportun d'y participer, encore faut-il ne pas se tromper sur la nature de ces manifestations et sur leur sens politique. Or, dans le jugement donné par la LCR pour justifier sa participation, on la voit prendre tout à fait au sérieux les déclarations des initiateurs de la manifestation, en discutant comme s'il s'agissait effectivement d'une mobilisation pacifiste, feignant d'ignorer tous ses sous-entendus politiques. On voit ainsi Rouge du 24 juin, déclarer que « le succès du rassemblement pour le désarmement est un tremplin pour construire une vaste mobilisation anti-guerre », jugeant par ailleurs que le 19 juin a été « une puissante



La Fête de la Paix...

démonstration ».

Dans un article d'Inprecor, organe du Secrétariat unifié de la IVe Internationale, à propos des mobilisations pacifistes, Jean-Louis Michel dit que l'intervention des révolutionnaires doit viser « la reprise des axes de lutte du mouvement anti-guerre par le mouvement ouvrier », « la transcroissance du mouvement anti-missile en mouvement conscient de lutte anticapitaliste et antibureaucratique, pour la paix et le socialisme ». Il parle d'« une telle transcroissance ouvrière et révolutionnaire, qui représenterait une chance historique pour la révolution ». C'est apparemment sur ce raisonnement que la LCR a basé son intervention dans la manifestation du 19 juin.

Mais c'est s'abuser soimême, justement, que de l'appliquer à cette manifestation du PCF. Encore une fois, il n'est pas exclu qu'un courant pacifiste effectif, dans la jeunesse, par exemple, puisse se développer. Il serait alors juste d'avoir une intervention dans sa direction, pour lui donner des objectifs et un contenu politiques, sans s'illusionner pour autant sur les possibilités d'un tel mouvement de prendre un caractère « révolutionnaire », et encore moins de subir une « transcroissance ouvrière » (?)

Mais lorsqu'on applique ce raisonnement à la manifesțation du 19 juin, en ignorant délibérément l'objectif réel du PCF, et ses sous-entendus politiques, cela revient d'une certaine façon à cautionner l'opération. En discutant sérieusement des objectifs et des moyens comme s'il s'agissait effectivement d'une manifestation pacifiste et rien que de cela, on tend finalement à l'accréditer comme telle.

Le PCF ne s'y est d'ailleurs pas trompé, qui a recherché et accepté la participation d'autres organisations - y compris la LCR - simplement parce que cela servait ses objectifs.

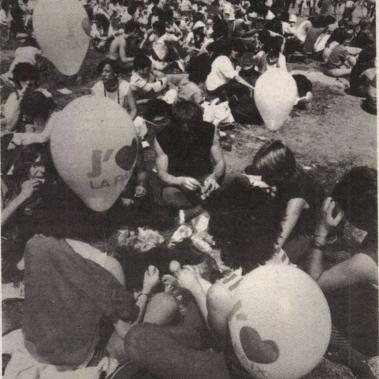
Participer à la manifestation, encore une fois, pouvait être juste. A condition de ne pas se tromper sur son caractère réel. S'agissant essentiellement d'un public du PCF, c'est en fonction de ce public qu'une intervention pouvait se concevoir. Nombre de militants de Lutte Ouvrière, présents à titre individuel, ont recherché, et trouvé le moyen de discuter avec des militants du PCF, non pas d'ailleurs sur les thèmes pacifistes en général mais sur les questions politiques qui les préoccupent actuellement, par exemple la participation au gouvernement et la contradiction qu'il y a entre l'organisa

tion d'une telle manifestation aux prétentions pacifistes et la participation à un gouvernement qui poursuit une politique d'armement intensif.

Au contraire l'intervention de la LCR, telle qu'elle a été concue au lieu d'être une intervention effective en direction d'une fraction déterminée de la population et de la jeunesse, s'est résumée à du suivisme à l'égard des organisateurs, en l'occurrence le PCF.

Le plus grave de ce suivisme est qu'il peut tendre à tromper, surtout, les militants de la LCR eux-mêmes, qui croiraient par la recherche impossible de la « transcroissance ouvrière et révolutionnaire » du mouvement, trouver un raccourci vers la construction d'un parti révolutionnaire, et ne trouveraient qu'un substitut à l'action.

André FRYS (LO)



... à Vincennes le 19 juin 1983

(Ph AFP)

## L'état de siège a fait de l'Eglise polonaise la principale force d'opposition

Eh oui. Les dix millions de travailleurs polonais qui il y a deux ans se trouvaient derrière l'ouvrier Walesa contre leur gouvernement, se trouvent aujourd'hui toujours contre le régime, mais derrière le Pape. Non pas que le syndicat Solidarité, même clandestin, soit mort. Loin de là. Il a sans aucun doute bien plus de vitalité dans la clandestinité que nos syndicats occidentaux en pleine légalité.

Mais il n'empêche. En 1983, après deux ans d'état de siège, c'est bel et bien le Pape qui en Pologne est devenu le symbole de la liberté.

On peut le regretter. Bien des militants communistes, ici en France, en tirent argument pour condamner l'aspiration du peuple polonais à la liberté et lui dénier son droit à la contestation. Mais à qui la

faute si désormais en Pologne les aspirations à la liberté se confondent avec l'attrait de l'Occident ? A qui la faute, si la haine de cette dictature qui avilit le nom de communisme n'a pas d'autre choix pour s'exprimer légalement que les cantiques, puis-

que en dehors de la louange au régime, seuls les cantiques et les variations autour

Suite p 12



## Pour préparer la révolution, il faut aujourd'hui participer aux mobilisations pacifistes

Dans Lutte de Classe n° 103 (mai 1983), les camarades de Lutte Ouvrière s'efforcent de répondre à la question «le mouvement pacifiste peut-il lutter contre le danger de guerre?» Après avoir décrit objectivement mais de l'extérieur l'ampleur des mobilisa-tions en cours, Lutte Ouvrière souligne les faiblesses politiques de ce mouvement et les illusions de bon nombre de pacifistes. La conclusion qu'en tire l'auteur de cet article tient en trois idées force : le capitalisme porte en lui la guerre ; les révolutionnaires « ne sont pas tentés de laisser croire que ces rassemblements même immenses, peuvent remplacer la lutte de classe »; les révolutionnaires doivent plus que jamais expliquer : « si tu ne veux pas la guerre, tu dois préparer la révo-

La LCR qui est partie prenante depuis le début de ces mobilisations entend avoir une large discussion publique avec Lutte Ouvrière sur ces questions avec l'objectif affirmé qu'ensemble nous participions aux prochaines mobilisations sans rien renier bien entendu de nos conceptions politiques respectives.

## FAUT-IL ÊTRE PARTIE PRENANTE DES MOBILISATIONS PACIFISTES?

Poser la question ainsi, c'est aller à l'essentiel de ce qui nous sépare pour l'instant sur

ce terrain. Lutte Ouvrière s'est jusqu'alors abstenue de participer aux mobilisations. La LCR en revanche a participé sous ses propres banderoles. avec ses mots d'ordre à la marche du 25 octobre 1981, à la manifestation du 20 juin 1982 et enfin au rassemblement de Vincennes le 19 juin dernier. A chaque fois, nous avons proposé à Lutte Ouvrière de participer ensemble à ces initiatives. Nous pensons qu'il est temps de tirer un bilan de nos attitudes respectives. Rien n'empêchait en effet Lutte Ouvrière, hier comme aujourd'hui, de s'associer à de telles mobilisations pour y exprimer sans concession son point de vue. La LCR, par la bataille permanente qu'elle mène depuis trois ans, a réussi à imposer aux fractions les plus significatives du mouvement en France, y compris au PCF, l'idée simple selon laquelle aucun préalable ne doit être mis à l'unité d'action contre les préparatifs de guerre, chaque courant, chaque organisation prenant la responsabilité de ses prises de positions, de ses mots d'ordre. Dans cette bataille qui vise à l'apprentissage de la démocratie ouvrière la plus élémentaire dans l'action, l'absence de Lutte Ouvrière a fait perdre aux révolutionnaires un temps pré-

Lutte Ouvrière a désormais suffisamment de tests probants pour en tirer la conclusion qu'il faut être partie prenante des prochaines mobilisations en France aux côtés de la LCR. C'est pourquoi nous proposons une nouvelle fois aux camarades de Lutte Ouvrière de participer avec nous au rassemblement du Larzac les 6 et 7 août (anniversaire d'Hiroshima), aux manifestations du 23 octobre à Paris et en province et aux Etats généraux nationaux de la paix à la fin de l'année. Aucune divergence d'appréciation ne saurait justifier plus longtemps une attitude attentiste de Lutte Ouvrière. Pour gagner les masses à nos conceptions encore faut-il que nous soyons là où elles se mobilisent quand bien même ces mobilisations ne seraient pas exemptes de confusion. Mais là encore il faut distinguer l'essentiel de l'accessoire.

#### QUE REPRÉSENTE LE MOUVEMENT PACIFISTE?

D'un bout à l'autre de l'Europe de l'ouest, plusieurs millions d'Européens se sont mobilisés contre les préparatifs de guerre de l'OTAN. Les camarades de Lutte Ouvrière commettent à ce propos un contresens dramatique lorsqu'ils estiment : « le mouvement pacifiste qui prétend ne pas faire de politique, bien loin d'aider à la prise de conscience des centaines de milliers de jeunes qu'il attire à lui, contribue à l'obscurcir ». Rien n'est plus faux. Ce mouvement ou plus exactement l'essentiel de

effet son « non-alignement », autrement dit au-delà des confusions, son indépendance par rapport aux Etats. Cela constitue l'élément capital qui distinque l'actuel mouvement antiguerre des vagues pacifistes qu'a connues ce siècle et en particulier de celle des années cinquante, étroitement contrôlée par la bureaucratie. Aujourd'hui, ni la socialdémocratie ni le stalinisme ne peuvent prétendre malgré leurs efforts respectifs contrôler la dynamique de la mobilisation de masse. Le danger bien sûr est toujours présent avec plus ou moins de force selon les pays concernés, mais comment le conjurer sans y faire face dans le mouvement luimême, en luttant pied à pied contre les influences bourgeoises et réactionnaires. La LCR pense qu'il faut miser de manière réaliste sur la possibilité de gagner ce combat au profit des forces de la révolution, contre l'impérialisme et la bureaucratie.

Les échéances de la fin de l'année, les premiers déploiements des nouveaux missiles de l'OTAN, vont encore approfondir la politisation de nombreux secteurs du mouvement qui attendent des révolutionnaires des perspectives de lutte contre le système capitaliste qui engendre l'austérité et la guerre. A l'heure où les gros bataillons du mouvement ouvrier rejoignent dans plusieurs pays le combat antiguerre, le rôle des révolution-

naires devient central comme l'atteste la place qu'occupe en France sur ce terrain la LCR.

N'est-il pas significatif que l'idée d'une riposte par la grève aux préparatifs de guerre de l'OTAN et l'austérité qui les accompagne soit en discussion dans le mouvement syndical dans plusieurs pays? N'est-il pas significatif que de larges secteurs du mouvement lient aujourd'hui la lutte contre les menaces de guerre en Europe à celle contre les actes de guerre impérialistes en Amérique centrale et au Moyen-Orient? N'est-il pas significatif que l'essentiel du mouvement refusant de cautionner le statu quo international issu de Yalta apporte aujourd'hui son soutien à l'émergence de courants pacifistes, anti-bureaucratiques en Europe de l'Est, en URSS, en RDA, en Hongrie et en Tchécoslovaquie notamment? S'agirait-il des signes d'un « apolitisme » certain? Non, mille fois non! Nous sommes bien plutôt confrontés à un mouvement qui peut être le cadre de politisation, voire de radicalisation anticapitaliste de centaines de milliers d'Européens et en particulier de toute une génération de jeunes qu'il est décisif de gagner à la révolution. Dans ce cadre, notre responsabilité est immense : la tâche sera rude et de longue haleine, mais y renoncer ce serait déclarer forfait devant une tâche historique de toute première importance. Jean-Louis MICHEL (LCR)



La LCR combat l'implantation des missiles de l'OTAN dans la perspective du démantèlement de toutes les bases américaines en

Elle se prononce pour un désarmement nucléaire unilatéral, sans préalable, de l'impérialisme français et la sortie du pays de l'alliance contre-révolutionnaire de l'Atlantique nord (OTAN).

Elle combat la politique d'austérité et de militarisation qui vont de pair en France comme dans tous les autres Etats capitalistes. Elle se prononce pour la reconversion sous contrôle des travailleurs des industries de l'armement.

Elle appelle les soldats à fraterniser avec la jeunesse et les travailleurs pour s'opposer le plus efficacement possible aux préparatifs de guerre des gouvernements impérialistes.

Sur ces bases, la LCR et Lutte Ouvrière pourraient sans peine unir leurs efforts pour offrir une alternative révolutionnaire à la politique social-démocrate ou stalinienne, en direction des dizaines de milliers de jeunes pacifistes qui cherchent leur voie à gauche de la gauche officielle.



Manifestation à Francfort-sur-le-Main (RFA) à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'accession d'Hitler au pouvoir : « Plus jamais de fascisme ! Plus jamais de guerre ! Pas de nouveaux missiles atomiques » (Ph AFP)

## GNE

## Ce que la visite du Pape a dévoilé

On aurait tort de ne retenir du voyage papal en Pologne que son bouquet: les remerciements prématurés de l'Osservatore Romano au « sacrifice » de Lech Walesa, suivis du limogeage par Jean-Paul II du directeur-adjoint du quotidien du Vatican. Car, audelà des règlements de comptes ecclésiastiques et quels qu'aient été les marchandages entre le chef de l'Eglise et le bureaucrate en chef polo-

nais, le fait le plus marquant de ce voyagé aura été la mobilisation massive des travailleurs polonais, qui se sont certes déplacés pour entendre Karol Wojtyla, mais qui l'ont fait avec leurs propres banderoles et leurs propres exigences. A l'exception notable de Katowice, capitale de la région industrielle de Haute-Silesie où « Solidarność » clandestin est le plus faible et où la répression a

été la plus forte et la plus efficace, dans toutes les villes les messes se sont terminées par des manifestations organisées par le syndicat clandestin. Et, chaque fois que le Pape prononçait le mot « solidarité », la foule unanime lui répondait « Solidarność! »

Arrivant en Pologne dixhuit mois après l'instauration de l'état de guerre, le Pape n'avait pas une tâche facile. L'espace du compromis, dans lequel la hiérarchie catholique se meut avec le plus d'aisance, a été réduit à sa plus simple expression : celle du choix entre la matraque et la soumission. Pour la première fois de manière durable des courants importants du mouvement de masse avaient remis en cause la politique de la hiérarchie catholique et les actions de son chef local, Mgr Glemp, étaient au plus bas.

De plus, malgré les sanctions épiscopales, un vent de fronde s'est mis à souffler dans les rangs mêmes du clergé, porté par ceux des prêtres qui se sont le plus activement engagés aux

Suite p 12

## L'état de siège a fait de l'Eglise polonaise la principale force d'opposition (suite)

du thème « Dieu sauve la Pologne » sont autorisés sous Jaruzelski?

Et pourtant, non, la classe ouvrière polonaise n'est pas, par nature, « réactionnaire ». Ni plus, ni moins, que la classe ouvrière d'Occident qui se satisfait depuis des décennies de ses propres dirigeants réformistes et de fait profondément conservateurs.

D'ailleurs, en Pologne, la contestation ouvrière ne s'est pas toujours faite derrière la bannière de l'Eglise. Les mouvements contestataires contre le régime dictatorial, en 1956 comme en 1971 ou 1976 n'invoquèrent pas la religion. En 1980, il s'est trouvé que, au plus fort de la grève générale, les travailleurs polonais se sont reconnus sans réserve dans Lech Walesa, militant ouvrier catholique de longue date. Pas tant parce qu'il était catholique, que parce qu'il sut diriger et mener à bien le mouvement.

Evidemment, à l'époque, l'Eglise mena sa politique propre au sein du mouvement ouvrier et ne se gêna pas pour imprimer délibérément, et on peut même dire artificiellement, sa marque au mouvement. Mais tous ceux qui alors se reconnaissaient dans l'ouvrier Walesa, ne se reconnaissaient pas forcément dans le catholique Walesa. Et ils étaient nom-

breux les ouvriers comme les militants qui ne s'agenouillaient pas lors des messes organisées sur les chantiers ou les cours d'usine occupées, ou qui n'y participaient même pas.

Seulement, il s'est trouvé en 1980 qu'au sortir de longues années de vie souterraine et semi-clandestine, parmi les militants ouvriers, les militants catholiques étaient sinon les plus nombreux, du moins apparemment mieux préparés que les autres. Il arrive fréquemment lors de la première phase de l'explosion d'un grand mouvement de masse - comme dans la première phase des révolutions sociales -, que ce ne sont pas les minorités militantes les plus consciemment prolétariennes qui sont portées au devant de la scène (quand toutefois elles existent), mais bien souvent les dirigeants les plus modérés du mouvement ouvrier. Et la classe a besoin d'air, a besoin de liberté et d'expérience politique pour recon-naître plus précisément ses idées et son idéal propre. Elle a besoin de la démocratie la plus large pour être pratiquement en mesure d'apprécier ses propres dirigeants et de reconnaître parmi les siens ses représentants les plus authentiques.

Cette démocratie, cette possibilité de confronter cha-

que jour et en permanence ses idées, cette avidité à juger et à comprendre, seule une puissante mobilisation de masse est en mesure de l'assurer. Et de fait, en 1980, la grève générale et l'afflux de dix millions d'ouvriers dans les rangs de Solidarité ouvrit une période de liberté d'actes et de parole au sein de la classe ouvrière. Dix millions de travailleurs s'organisant activement dans tout le pays, se réunissant, débattant au jour le jour des moindres faits et gestes du régime, représentaient une possibilité d'éducation politique pour le prolétariat polonais infiniment plus puissante que les quelque 15 à 20 % de travailleurs français payant de temps en temps leur timbre syndical, et les millions restants' se contentant de voter chaque année consciencieusement aux élections professionnelles.

Mais jaruzelski n'a pas laissé plus d'un an de liberté au prolétariat polonais. Et un an de liberté, cela fut trop peu, trop bref, pour qu'émergent des tendances prolétariennes révolutionnaires suffisamment conséquentes pour au moins permettre à la classe ouvrière de se protéger contre un tel coup de force. Et à peine sortis pour un an à l'air libre, les militants ouvriers, les anciens et les innombrables nouveaux, se

sont retrouvés pourchassés, réduits à nouveau à la clandestinité. Et sous la dictature, dans la clandestinité, on consacre généralement plus de force à rallier tous ceux qui veulent continuer à résister, qu'à aiguiser ses idéaux propres.

Et de fait, l'Eglise s'est retrouvée la seule force légalement autorisée, la seule couverture comme la seule caution à tous ceux qui voulaient exprimer leur opposition et leur résistance au régime installé par le coup de force. Mais si l'Eglise en Pologne permet d'exprimer de façon fruste l'opposition et la résistance au régime, par contre, elle ne permet pas de s'exprimer réellement. Et, avec l'état de siège, les différentes tendances et nuances du mouvement ouvrier polonais sont retournées à l'obs-

En Pologne, avec l'état de siège, tout n'est pas revenu « comme avant ». Non. Le coup de force n'a pas été capable d'effacer l'immense vague de la mobilisation ouvrière. La classe ouvrière polonaise reste une force sociale puissante avec laquelle les dirigeants sont obligés d'une manière ou d'une autre de compter. Mais ce que l'état de siège a réussi, par contre, c'est à empêcher la classe ouvrière de s'exprimer clairement par ses moyens propres. Et c'est ce qui a permis à l'Eglise, la seule force d'opposition tolérée en Pologne depuis la dernière querre, de tirer avantage de la situation en catalysant sur le nom de ses dignitaires toutes les volontés de lutte contre le régime. Et c'est ce qui permet aujourd'hui à Jaruzelski de traiter avec le Pape sans craindre une explosion prolétarienne, comme cela permet au Pape de traiter avec Jarúzelski au nom de la « démocratie » à l'occidentale en pouvant se targuer de l'appui enthousiaste de la majorité de la population

**Huguette CHEVIREAU (LO)** 



Banderole de Solidarité au milieu de la foule qui écoute le pape à Wroclaw (Ph AFP)

## Ce que la visite du Pape a dévoilé (suite)

côtés du syndicat clandestin. L'Eglise polonaise, qui trente ans durant s'était renforcée en jouant le rôle du porteparole obligé des aspirations sociales non satisfaites par la bureaucratie, a vu son monopole entamé par l'émergence d'un mouvement de masse échappant à son contrôle. Enfin, la répression bureaucratique, qui jusque-là avait épargné l'Eglise, commençait à dépasser la ligne de démarcation: perquisitions dans les bâtiments ecclésiastiques, arrestations de prêtres connus pour leur action en faveur des syndicalistes réprimés, interventions de Zomos dans les églises... Comme pour dire à Glemp: « si tu ne contrôles pas mieux tes troupes, nous pouvons nous en charger... »

Le Pape devait donc à la fois tenter de restaurer le leadership de l'Eglise sur les masses et donner des gages de bonne conduite à Jaruzelski. Il l'a fait tout au long de ses discours en affirmant le droit des travailleurs à s'organiser et en appelant de ses vœux l'entente entre les « gouvernants » et les « gouvernés », le pardon mutuel des offenses, le dialogue... Mais - expression à la fois de la confusion et de la force des aspirations populaires les masses (et, à leur suite les correspondants de presse) n'ont voulu retenir de tout cela que l'affirmation de leurs droits, que ce qui pouvait apparaître comme le soutien du Pape à leur lutte. D'où la rencontre finale Wojtyla-Jaruzelski et aussi probablement l'article imprudent du quotidien du Vatican. Pour rétablir l'équilibre.

Le Pape parti, que reste-t-il de ce voyage? D'abord, le sentiment de force des travailleurs qui par millions ont réclamé « Solidarność ». Ensuite la faiblesse de la junte jaruzelskienne réduite à chercher par tous les moyens l'appui du chef de l'Eglise dans ses efforts de normalisation. Enfin la crise qui traverse le clergé polonais, soumis aux pressions sociales et politiques contradictoires, crise qui rebondit jusque dans les couloirs du Vatican et que le moment d'unanimité durant le voyage papal ne saurait cacher.

Car le projet de compromis porté par l'Eglise est aujourd'hui plus utopique que jamais: la bureaucratie aurait trop à perdre et rien à gagner d'une « ouverture » même limitée; les travailleurs trop à perdre d'une compromission. L'Eglise a certes montré sa capacité de mobiliser des millions mais ces millions de gens ont montré qu'ils n'étaient les inconditionnels de personne, dévoi-

lant ainsi la faiblesse de la hiérarchie catholique réduite à manœuvrer entre des forces qu'elle ne peut ni contrôler ni maîtriser : la force déclinante du pouvoir bureaucratique et la force potentielle du pouvoir de la classe ouvrière.

S'il est vrai que dans l'immédiat le voyage papal a pu renforcer l'emprise de l'Eglise sur les masses — parce qu'il leur a donné l'occasion d'exprimer leurs exigences -, cela reste au mieux une opération ponctuelle réussie. Les contradictions à l'œuvre ne feront que s'accentuer au fur et à mesure que le mouvement de masse renforcera son organisation sur la base du sentiment de force qui s'est manifesté récemment. Et cela ne peut que nuire à terme à l'influence de l'Eglise, tant il est vrai que celle-ci est forte lorsque les travailleurs sont désorganisés et qu'elle s'affaiblit au fur et à mesure que ceux-ci renforcent leur représentation authentique. Cette dernière est bien sûr avant tout tournée contre la bureaucratie, mais elle atteint aussi l'Eglise par la force de subversion de l'ordre établi qu'elle développe. Ordre établi, que l'institution ecclésiastique - même quand elle cherche à l'aménager - défend en dernière instance.

Cyril SMUGA (LCR)



A Varsovi

(Ph AFP)

## LA POLLUTION DES PLAGES

## ☐ Emission « Droit de réponse »

## Les acteurs et les complices de la pollution

L'émission « Droit de réponse » de Michel Polac a été consacrée le samedi 2 juillet à la pollution. On a pu voir par exemple un court passage d'un film montrant les sorties d'égouts en mer tout le long de la côte de Marseille à Nice. Il y a 10 stations d'épuration, là où il en faudra 100! La ville de Marseille n'en aura une que dans plusieurs années, et la ville de Toulon, elle, n'a toujours pas prévu d'en constuire une... Alors au cap Sicié, près de Toulon, les eaux troubles et les poissons morts ont de quoi vous rendre malades,... rien qu'à les regarder.

Sur les côtes de la Manche, la situation n'est pas non plus brillante. A La Hague, la mer est un peu plus radioactive que la normale, a expliqué un écologiste. Pour l'instant ce n'est pas une pollution forcément dangereuse, mais on ne connaît pas les conséquences à plus long terme.

Des exemples de pollution industrielle ont été donnés. Par exemple en baie de Seine, trois grosses entreprises de chimie — Cofaz, APC et Rhône-Poulenc — déversent des boues jaunes très toxiques.

Rhône-Poulenc déverse à lui tout seul 400 tonnes d'acide sulfurique par jour dans la Seine. L'estuaire de la Seine est maintenant mort.

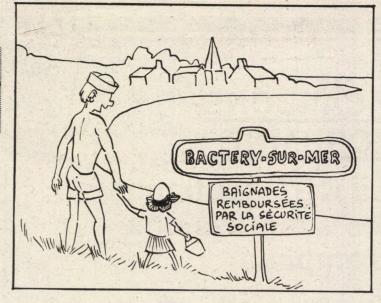
Les pouvoirs publics ont été aussi dénoncés. Par exemple Alain Bombard — pourtant peu suspect de parti-pris contre le gouvernement, puisque luimême était secrétaire d'Etat du premier gouvernement Mauroy — a mis en doute les résultats de la DDASS, c'est-à-dire du ministère de la Santé, qui classe quasiment toutes les plages de la côte de Alpes-Maritimes en catégorie A, c'est-à-dire de très bonne qualité.

La justice en a pris aussi un peu pour son grade. Elle a été accusée de laxisme, avec exemples à l'appui, vis-à-vis des industriels pollueurs, qui ont l'habitude de faire le chantage au chômage. Un de ces pollueurs était même là en chair et en os, et visiblement pas très gêné d'avoir tué la rivière bretonne qui lui servait d'égout pour son usine à poulets.

Et quand les industriels passent en jugement, les juges acceptent souvent l'hypothèse des accidents de pollution ou des cas de force majeure, ce qui allège voire supprime la condamnation. Ce fut le cas d'EDF, qui a déversé les boues d'un barrage dans une rivière que des écologistes venaient de nettoyer... EDF ne pouvait paraît-il pas faire autrement, nous a expliqué le représentant d'EDF, lors de l'émission.

Tout le monde était contre la pollution. Mais pour certains... surtout quand il s'agissait des autres, et pas d'eux-mêmes. Pourtant, tout le monde sait que c'est grave... même les élèves de seconde, dont l'enseignement de géographie comporte une dénonciation très crue des méfaits de la pollution et qui nous a été lue durant l'émission. Mais ça dure! Car de toute évidence les pouvoirs publics sont incapables quand ils le veulent - d'imposer l'intérêt général, dans la jungle des intérêts individuels et en premier lieu des industriels irresponsables et incons-

Certains écologistes présents sur le plateau semblaient espérer y arriver. Ils auront du boulot!



## ☐ La pollution industrielle...

Entre les boues rouges en Méditerranée, les boues jaunes résultant de l'industrie d'engrais phosphatés, les solvants, les décapants, les hydrocarbures, les acides, les détergents, les engrais agricoles, les pesticides et enfin les métaux lourds, cobalt, chrome, mercure, et même les produits radioactifs, la mer fait office d'égouts pour les industries.

Pour les industriels, le bord de mer, c'est bien pratique. Depuis 20 ans, ils y ont installé des usines monstres, comme les complexes sidérurgiques à Dunkerque, ou des complexes de raffinage de pétrole à Saint-Nazaire, à Sète, au Havre... et maintenant des centrales nucléaires à Gravelines dans le Nord ou à Flamanville dans la Manche

De plus, arrive à la mer la pollution industrielle des rivières. Aujourd'hui on estime que la moitié des cours d'eau sont pollués. Par exemple la rivière Aa dans le Nord, qui draîne tout l'arrière-pays minier, est l'une des rivières les plus polluées de France, relate la revue Que Choisir? Là où elle se jette en mer du Nord, les métaux lourds s'accumulent et les poissons meurent bien plus que la moyenne nationale.

« Au pays des sacro-saintes moules-frites, les coques atteignent une teneur en plomb de 3 mg/kg de matière sèche, alors que la teneur moyenne est de 2,2 et les moules ont une teneur en plomb de 19 mg/kg alors que la moyenne est 2,9 mg/kg » (cité par Que Choisir?).

## Qu'est-ce qu'une plage polluée ?

Les directives européennes ont défini des normes de qualité auxquelles doivent répondre les eaux de baignades.

«1 — La couleur de l'eau ne doit pas subir de changement anormal.

2 — Elle ne doit pas être irritante pour les yeux, la peau, les muqueuses.

3 — Elle ne comporte pas de mousse.

4 — Les huiles minérales n'engendrent ni film visible à la surface de l'eau, ni odeur.

5 — II y a absence d'odeur spécifique de phénol. 6 — Le PH (acidité) est com-

pris entre 6 et 9.

7 — Sa transparence au repos est supérieur à un mètre.

8 — Pas de substance dont la quantité serait susceptible de nuire à la santé des baigneurs.

9 — Pas plus de 2 000 coliformes fécaux et de 10 000 coliformes totaux par 100 millilitres ».

Les exigences sanitaires sont plus précises: il ne doit pas y avoir de salmonelles (qui peuvent provoquer des empoisonnements mortels), d'entérovirus, de pesticides, de plomb, d'arsenic, de mercure. Le taux de coliformes ne doit pas être trop élevé. Le plus souvent,

dans l'eau salée, les rayons ultra-violets du soleil détruisent les germes, mais il en reste de particulièrement résistants (streptocoques ou bacilles...) qui peuvent provoquer des infections plus ou moins graves, en fonction de la capacité de résistance des individus...

Disons au passage que J'enquête du ministère de la Santé porte sur des prélèvements d'eaux de plages, mais elle ne fait aucune enquête sur la qualité du sable, qui peut très bien contenir de nombreux microbes ou champignons, etc.

## ... et la pollution domestique

Le problème de la pollution domestique existant tout au long de l'année (rejet de détergents, égouts, etc.) s'accroît énormément dans les villes côtières, au moment de l'arrivée des vacanciers. Ce n'est pas un mince problème que de traiter les eaux usées de milliers de foyers et, quand, dans certaines villes côtières la population double ou triple en quelques jours... ça se corse!

Les pouvoirs publics estiment à 20 millions le nombre de vacanciers et touristes qui passent un moment de leurs vacances sur les plages de France, alors que la population y résidant habituellement est de 6,5 millions! Du coup, les moyens d'assainissement, qui sont déjà insuffisants pendant l'année, sont complètement dépassés.

## Les moyens de dépolluer

La nature est capable de recycler les déchets qu'elle fabrique. Le sol et ses nombreuses bactéries jouent le rôle de filtre et d'épurateur naturel. La mer, qui est la destination finale des déchets qui ont résisté jusque-là, aussi. Mais cette extraordinaire capacité d'auto-purification a des limites et il a bien fallu inventer des moyens collectifs d'épuration: les stations d'épuration. D'après le ministère de l'Environnement, en ce qui concerne les communes du littoral le taux de dépollution est en hiver de 45 % et en été de 36 %. On

est donc loin de dépolluer suffisamment.

Pourtant 80 % des communes sont équipées de stations d'épuration. Mais de nombreux foyers, usines, campings ne sont pas raccordés au réseau collectif qui alimente la station. De plus, quand il y a trop de déchets... ou pas assez, la station se dérègle et épure mal. Officiellement une station d'épuration sur 4 fonctionne mal parce qu'elle est surchargée. Certaines localités sont bien équipées, comme celles de la région du Languedoc-Roussillon. D'autres, comme

celles de la région du Sud-Est (Bouches-du-Rhône, Var et Alpes-Maritimes) sont largement déficitaires. Des villes comme Marseille, Toulon, auxquelles il faut ajouter Bastia et Saint-Malo, manquent de stations d'épuration, été comme hiver!

Pour les communes qui voient leur population doubler, ou augmenter fortement, la charge de traiter tous les déchets est très lourde. Il faudrait construire des stations de plus en plus grandes... utilisées seulement une partie de

## ☐ Une enquête d'utilité publique.... qui reste secrète

Une enquête sur l'état des plages vient d'être faite par les DDASS (Directions départementales de l'action sanitaire et sociale). Elle porte sur 15 000 plages et est basée sur de nombreux prélèvements pendant la saison (1er juin au 31 septembre). Les plages sont classées A,B,C,D, de très bonne qualité à systématiquement polluée, pour D.

Les résultats de l'enquête sont fournis régulièrement aux préfets et aux maires des communes concernées. A ce dernier revient le rôle d'en informer la population, au minimum par voie d'affiches... ce qui est loin d'être le cas d'après l'Union Fédérale des Consommateurs.

C'est aussi au maire de décider l'interdiction des plages. Celles de catégorie D devraient l'être systématiquement et celles de catégorie C le plus souvent. Le préfet peut mettre en demeure le maire de prendre un arrêté d'interdiction pour de telles plages. Cela se fait rarement.

Globalement, l'an dernier, il y avait 60 plages classées catégorie D, il y en a eu seulement 30 qui ont été interdites. Pourquoi ? Probablement à cause des réactions prévisibles des vacanciers, et par ricochet surtout de celles des hôteliers, commerçants, etc., c'est-à-dire des électeurs dont le maire

## • CARBONE-LORRAINE

## La CGT cautionne les suppressions d'emplois

Au Carbone-Lorraine à Gennevilliers, cela fait dix ans que la direction diminue les effectifs: nous sommes passés de 1 260 en 1973 à 660 actuellement. Objectif: arriver à une usine de 400 à 500 personnes.

A chaque diminution d'effectifs, la CGT a toujours exprimé son refus et n'a jamais cautionné les suppressions d'emplois.

Or, avec le récent projet de la direction de supprimer à nouveau 73 emplois, la CGT a changé d'attitude : la direction s'était livrée à un chantage visà-vis des syndicats, en proposant des pré-retraites à 55 ans, dans le cadre d'une convention Fonds National pour l'Emploi (FNE), ce qui intéresse un certain nombre de travailleurs. La direction prétendait que, si les syndicats n'acceptaient pas de signer la convention, elle serait obligée de procéder à des licenciements de personnes de moins de 55 ans. Ce qui était du bluff car, dans ces ques-tions, l'avis du CE est purement consultatif et n'est jamais pris en compte. C'est le prétexte dont la CGT s'est sai-

En effet, après avoir défendu une position ferme jusqu'à la semaine dernière (elle se prononçait contre ce qu'elle appelle le démantèlement de l'usine, contre tout arrêt de production ou même tout transfert d'atelier), la CGT a finalement accepté la proposition de la direction, disant qu'il y avait trop de risques à se prononcer contre la convention FNE. La CGT a ainsi trouvé une façon de marcher dans le jeu de la direction, ce qu'elle se refusait de faire jusqu'alors.

Elle a même cherché à faire cautionner sa politique par les travailleurs, en organisant un vote qui posait deux questions:

1. Etes-vous pour la convention FNE?

2. Etes-vous contre les suppressions d'emplois ?

Les ouvriers ont répondu oui aux deux questions, et la CGT en a conclu que c'était une approbation de sa politique.

Le fait que le Carbone soit filiale de Péchiney-Ugine-Kuhlmann, groupe nationalisé, et que ces suppressions d'emplois s'opèrent selon les directives de PUK ne doit pas être étranger au fait que la CGT se montre aujourd'hui très compréhensive face aux problèmes de la direction.

Correspondant LO

## DANS LES ENTREPRISES

## NORTON (La Courneuve)

#### Contrats de solidarité:

### Une bonne affaire pour le patron

Entre le mois de mars et le mois d'avril 1983, la masse salariale communiquée au Comité d'établissement chez Norton à La Courneuve a diminué de 100 millions de centimes.

La raison de cette baisse, c'est le départ en pré-retraite des plus anciens des travailleurs de l'usine dans le cadre des « contrats solidarité ».

Oh, bien sûr, comme le prévoient ces fameux contrats, la direction a été leur chercher des remplaçants à l'ANPE. Mais ces nouveaux travailleurs sont embauchés à des salaires parfois de moitié inférieurs à ceux qu'ils remplacent pour le même travail!

Tous comptes faits, les vrais bénéficiaires de ces contrats solidarité restent les patrons. Pour les travailleurs qu'ils sont censés aider, ils ne sont que des contrats de dupes.



## CHÈQUES POSTAUX (Montparnasse)

### Les travailleurs antillais en colère

Aux Chèques Postaux Montparnasse, certains employés originaires des DOM-TOM qui partent en vacances chez eux ont eu leurs dates de départ reculées et celles du retour avancées, ce qui leur rogne jusqu'à quinze jours de congés. Et cela, bien que l'administration leur demande de fixer leurs vacances un an avant, car c'est elle qui se charge de leur prendre les billets d'avion.

Est-ce parce que l'administration ne s'en est pas préoccupée suffisamment à l'avance? Toujours est-il qu'Air France a donné la priorité aux clients des agences de voyages, particulièrement nombreux cette année à vouloir aller aux Antilles, du fait de la limitation des dépenses à l'étranger avec l'instauration du carnet de change.

Ce sont donc les habitants originaires des DOM-TOM qui passent après les touristes, dans la logique colonialiste d'Air-France. On aura beau répéter aux Antillais qu'ils sont des Français à part entière, rien d'étonnant à ce qu'ils n'y croient pas!

Correspondant LO

## échos des entreprises

#### Egalité des femmes : zéro

Récemment, nous avons eu connaissance de la pyramide des rémunérations du personnel de l'ensemble des centres CSF, pyramide établie selon les salaires de base de novembre 1982.

L'effectif total est de 40 273 salariés.

— Sur 12 207 femmes, 34 % gagnent moins de 5 000 F.

— Sur 28 066 hommes, 6,2 % gagnent moins de 5 000 F.

Voilà pour le bas de l'échelle. En haut de la pyramide, dans la tranche égale ou supérieure à 20 000 F, on trouve : 207 hom-

mes et... 0 femme !
Mieux vaut être cadre supérieur et mâle, que femme et

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson CSF-Cergy du 27/6/83

#### Une drôle d'image de marque

A la gare de Saint-Brieuc, la SNCF avait mis en place un système de surveillance des agents par caméra vidéo.

Trois employés ont dénoncé ce système et attaqué la SNCF aux Prud'hommes.

Le conseil des Prud'hommes vient d'ordonner l'arrêt total de cette opération, au nom du « droit de chacun de

disposer de son image » et de la liberté individuelle. La SNCF devra payer en outre 1 500 F de dommages et intérêts à chacun des trois employés.

Pour une fois, la SNCF s'est fait moucher.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF-Dijon du 2/7/83

## Un objectif pour nos vacances?

La direction nous invite à participer à un concours photos, avec comme sujet « nos beaux camions », que l'on peut, si l'on veut, photographier dans des endroits de rêve.

Mais la direction a sans doute oublié que, pour photographier des camions au milieu de palmiers et de sable chaud, il faut pouvoir y aller. Et, vu nos salaires, dur, dur! Extrait du bulletin

Lutte Ouvrière
Renault-Véhicules Industriels
Lyon Vénissieux

## SOFESA (Saint-Aubin-lès-Elbeuf)

#### Des ouvrières en colère

A SOFESA, entreprise électronique de Saint-Aubin-les-Elbeuf, le ras-le-bol était général. Le 23 juin, suite à un appel de la CFDT, nous nous sommes mis en grève pour une augmentation de salaire et le treizième mois.

A la SOFESA, le salaire moyen est de 3 300 F par mois. Et nous n'avons qu'une prime de Noël et une prime de vacances calculée sur l'ancienneté (1 000 F pour une ouvrière avec 10 ans d'ancienneté). Des primes qui peuvent disparaître en cas de maladie.

Le jeudi et le vendredi, la grève était relativement calme. Mais le lundi, la direction ne voulant rien savoir, le mouvement se corsait.

Dès le lundi matin, les grévistes ont décidé de ne pas reprendre le travail. Mardi le blocage des camions était effectué. Nous empêchions ceux-ci de livrer et d'emporter la marchandise pour les clients. Ce blocage ne s'est tains chauffeurs voulaient absolument entrer dans l'entreprise. Mais, devant la colère de ,440 grévistes au moins, ils devaient reculer et reporter.

Mercredi, la direction ne cessait de nous dire que, même si nous restions en grève un mois, elle ne céderait pas. Mais les grévistes bien déterminés lui menaient la vie très dure et ces messieurs commençaient à perdre leur sang-froid.

Nous avons enfin obtenu que notre P-DG, venu de Paris, discute de nos problèmes. Une délégation de grévistes est donc allée discuter en salle de conférence. Après une bonne heure de pleurs et de gémissements de la part de la direction, on nous a annoncé que la prime de vacances n'était augmentée que de 10 %, et quant aux salaires, rien.

Il fallait se tenir à l'augmentation du gouvernement. C'est donc avec un très grand mécontentement que cette réponse fut reçue. Les grévistes, vraiment hors d'eux, ont décidé de ne pas laisser partir le P-DG. Et ce n'est que vers 20 h 30 que les grévistes ont décidé de le laisser partir, le prévenant plutôt durement qu'il avait intérêt à revenir le lendemain avec d'autres propositions

Dès le lendemain matin, notre P-DG était de retour... et juste à l'heure. Les propositions faites à la suite de cette nuit de réflexion n'étaient pas fameuses. En effet, il nous proposait de reprendre le travail avec cette fois une augmentation de la prime de 20 %, avec le 13° mois envisageable pour 1984 et, pour les salaires, une augmentation de 3 %.

Cette grève n'a pas abouti à ce que nous voulions. Mais il semble que notre direction ait compris que nous n'avions plus l'intention de nous laisser

Le travail a repris normalement le lundi, en attendant l'année 1984 pour rappeler, s'il le faut, les promesses qui nous ont été faites.

Correspondant LO

### -Ateliers

## de confection:

LES ENTREPRISES DANS

### Les conditions de travail restent déplorables

Les travailleurs turcs de la confection, essentiellement d'origine arménienne ou kurde, avaient fait parler d'eux lors d'un certain nombre de grèves où ils réclamaient d'avoir leur situation

Il semble que beaucoup d'entre eux aient obtenu leur carte de travail, mais leurs conditions de travail n'ont guère changé.

C'est ce que nous ont raconté un certain nombre d'entre eux, qui travaillent ou ont travaillé dans des ateliers de confection.

Les conditions de travail sont toujours aussi déplorables: 11 h 30 ou 12 heures de travail quotidien, sept jours sur sept, dans des locaux exigus, où les machines sont entassées. Pas de sécurité, les fils électriques traînent partout. Les accidents sont fréquents. Il faut travailler dans la poussière, le bruit et la chaleur. Et pour effectuer le même travail, par exemple sur les machines de tissage, il y a de moins en moins d'ouvriers : « Quand je suis arrivé dans l'atelier, raconte l'un d'eux, un ouvrier surveillait 3 ou 4 machines. Ensuite, chacun en surveillait 6 ».

Les salaires? « On est payé aux pièces. On arrive à se faire 4.000 ou 5.000 F par mois, pour plus de 80 heures par semaine. Et sur notre fiche de paie, on est payé au SMIC, le reste nous est donné fait que, quand on est au chô- précédente. mage, on est indemnisé sur la base de notre fiche de

« Il arrive parfois qu'on travaille un mois et que le patron dise : « Je te donnerai ta fiche de paie le mois prochain ». Et à la fin du mois il nous dit: « Dehors »; et ne nous donne aucune fiche de paie. C'est arrivé souvent ».

« On a quelquefois aussi de mauvaises surprises. Quand on va à la Sécurité sociale, on refuse de nous rembourser: alors que les cotisations nous ont bien été retenues sur la paye, le patron n'est pas en règle ».

« Les licenciements sont fréquents. Les patrons font souvent faillite, liquident leur atelier et en ouvrent un autre dans la foulée, ce qui leur évite de paver des impôts. J'ai travaillé dans 3 ateliers,



de la main à la main. Ce qui Des travailleurs turcs faisant la grève de la faim lors d'une lutte

lite! Et nous, évidemment, on s'est retrouvés à la rue.

L'inspection du travail ne nous est pas d'une grande aide : après chaque grève, il y a un inspecteur qui vient, il inspecte et convoque le patron. Comme le patron n'y va pas, il n'y a pas de suite ».

« Une fois, on a été en voir un dans le 10e arrondissement. Il nous a dit: « Pourquoi venez-vous toujours me voir? Allez-vous en! Et si vous n'êtes pas contents, cherchez un nouveau travail ».

Et pourtant, dans ce secteur peu protégé, où les travailleurs se font facilement licencier, la combativité ne manque pas : « Des grèves ? On en fait souvent : moi, par exemple, j'en ai fait trois, en salaire de 4.300 F ». ils ont tous les trois fait fail- novembre 1982, puis quinze

jours après, puis encore une autre en février 1983. Toujours pour les mêmes raisons: le patron essaie de nous faire travailler plus, ou il veut nous licencier sans le déclarer à l'Assedic, ou encore refuse d'indiquer notre véritable salaire sur la fiche de paie ».

« Moi, j'ai fait la grève pour cette dernière raison en 1982 : le patron indiquait 3.200 F sur la fiche de paie, et voulait nous licencier. On a fait grève deux mois, occupé l'atelier un mois. Le patron a déménénagé les machines, on a été les rechercher avec un camion! A la fin, on a gagné: l'atelier a été fermé et on a eu nos indemnités chômage, et on a bénéficié du chômage économique, sur la base d'un

Laurence VINON

#### • BNP:

## Des débrayages **importants** dans les agences

Le 29 juin, de nombreuses agences de la BNP étaient fermées ou ne fonctionnaient qu'avec les cadres qui s'étaient mis au guichet.

Le mois dernier déjà, un débrayage avait eu lieu sur le problème des effectifs. Cette fois-ci, en plus, les employés dénonçaient la volonté du gouvernement de promulguer une ordonnance permettant, entre autres, aux banquiers d'ouvrir 6 jours sur 7, sans envisager de nous donner une compensation. C'est sur cette remise en cause des 2 jours de congé consécutifs, au moment de la discussion patronat/syndicats

sur les 39 heures, que les employés de banque avaient débrayé fin 1981.

Beaucoup d'employés se souviennent des luttes qu'ils ont dû mener dans le passé pour ne pas travailler le samedi. Alors, pour l'instant, les syndicats n'ont appelé que le personnel des agences à débrayer. Mais, si cela se précise, celui des centraux ne restera sans doute pas insensible et rejoindra les agences. En attendant, les employés des agences ont bien ri de savoir que leurs chefs avaient dû travailler dur pendant la grève.

Correspondant LO

### échos des entreprises

#### On ne bosse pas pour le plaisir!

Le directeur des Services économiques a jugé bon de faire une note de service pour nous inviter à l'économie dans les commandes de linge, de produits d'entretien, de fournitures de bureau, etc., et pour ne pas faire de gaspillage.

Quel gaspillage?

C'est peut-être pour notre plaisir que l'on change le lit d'un malade, que l'on demande le renouvellement de produit vaisselle ou la livraison d'enveloppes!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Pontchaillou CHR Rennes du 27/6/83.

#### .... A qui ?

Les dix plus hauts salaires 1982 de l'entreprise ont été communiqués: 32.600 F par mois en moyenne (et c'est sans les à-côtés).

L'un de ces nantis, le directeur du personnel a déclaré à la réunion des délégués qu'il ne

pouvait pas augmenter les salaires, vu l'état de l'entreprise. Comme quoi, faire serrer la ceinture aux autres, ça rap-

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière VIA Assurances Nord-Monde du 5/7/83.

#### Austérité : mon œil!

Les dix principaux directeurs de la CSF-Thomson ont bénéficié d'une augmentation de 29 % pour l'année 1982 par rapport à 1981.

Comme quoi, si tous les hommes sont égaux devant l'austérité, il y en a qui sont moins égaux que les autres.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière LMT Radio-Professionnelle - Thomson-CSF Téléphone du 5/7/83.

#### Le profit, c'est du sang

Une ouvrière a été victime d'un très grave accident à l'atelier d'assemblage des bougies.

Alors qu'elle complétait les plateaux, elle a eu la main puis le bras happés par les bougies dans le couloir de refroidisse-

Résultat : la main et le poignet perforés, des fractures multiples

Cet accident n'est pas le

machine d'usinage des carcas-

car la greffe était malheureuse-

ment impossible.

machines.

Et il aura un doigt en moins,

Ce n'est pas la première fois

Le principe même de fonc-

qu'un accident survient sur ces

tionnement de la machine est

en cause. Ses dispositifs de

Récemment le poste qu'elle occupait en assistance avait été supprimé, pour accroître le sacro-saint rendement.

De plus, le travailleur le plus proche du lieu de l'accident était nouveau, et de ce fait ne savait pas arrêter la chaîne.

La direction est totalement responsable de cet accident, parce qu'elle force les cadences partout pour augmenter ses profits.

#### Criminel

## Les travailleurs de la « Technique française de nettoyage » en grève

ARSENAL DE LORIENT :

Depuis 15 jours les travailleurs chargés de nettoyer les locaux de l'Arsenal de Lorient sont en grève.

L'entreprise, employant une trentaine de personnes, arguant une baisse de travail (alors qu'en fait c'est le contraire), avait d'abord essayé de licencier 9 personnes. Les licenciements furent refusés par l'inspecteur du travail. De plus, jamais l'ensemble du personnel n'a eu une paye complète. Chaque mois, des heures restent impayées.

Cette fois, c'est l'annonce d'un nouveau licenciement qui a fait déborder le vase. En effet le patron, après avoir bien

poussé à bout une employée, veut la licencier, prétextant qu'elle lui a répondu.

Pour défendre leur camarade et leur salaire, tous les employés de la TFN sont en grève depuis le 21 juin et lundi 4 juillet le siège de l'entreprise a été occupé.

Correspondant LO

Un ouvrier des Démarreurs a complètement dépassés. eu le doigt sectionné sur une

Pourtant elle tourne toujours. Aucune modification n'a été apportée. Et un autre travailleur a pris la place de celui qui a été blessé.

La préméditation est une cause aggravante, mais la récidive en est une accablante; c'est ce que doit ignorer celui qui a pris une telle décision.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière General Motors sécurité sont insuffisants et France du 4/7/83.

15

## MASSEY-FERGUSON

(Marquette-les-Lille - 59) -

## Non aux 595 licenciements!

Le 30 juin, la direction Massey-Ferguson a annoncé 595 licenciements pour l'usine de Marquette-les-Lille, qui comprend un effectif de plus de 2000 travailleurs.

L'atelier Fonderie sera fermé; 321 personnes, du manœuvre au cadre, sont licenciées. Dans les autres ateliers, 274 postes de travail sont supprimés.

Depuis des mois, les travailleurs s'y attendaient. Les syndicats avaient écrit de nombreux tracts annonçant d'éventuels licenciements. La production tournait au ralenti. De nombreux ouvriers étaient mutés d'atelier en atelier.

Pour justifier ces licenciements, la direction déclare que l'usine de Marquette perd trop d'argent, qu'elle n'est pas rentable. Depuis plusieurs années la société Massey-Ferguson a des difficultés financières. L'endette-

ment est si important que, pour éviter la faillite, la direction a eu recours à de nombreux plans de financement. Le dernier en date s'est effectué avec la participation de l'Etat et des banques nationalisées. Ce plan de financement se monte à 530 millions de francs. L'Etat et le Crédit National prêtent 230 millions de francs, normalement consacrés à investir dans les usines de Beauvais et Marquette.

Dans cet accord, le gouvernement accepte que Massey-Ferguson supprime plusieurs centaines d'emplois. Car le gouvernement et les sociétés de machinisme agricole veulent une restructuration de la branche, pour la rentabiliser et permettre aux capitalistes de faire à nouveau des profits dans ce secteur.

Dès l'annonce des licenciements, la colère a été vive dans les ateliers, surtout à la

Fonderie. Le directeur de ce secteur a d'ailleurs failli passer un mauvais quart d'heure, les délégués cherchant à calmer les esprits. Les militants syndicaux ne savait plus où donner de la tête, surtout que les responsables étaient en réunion à Paris. Durant toute l'après-midi, il y eut des réunions dans les ateliers; personne ne travaillait.

LES ENTREPRISES

Le lendemain, vendredi 1er juillet, tout le monde est rassemblé devant la porte. La direction, pour éviter les échauffourées, fait « évacuer sur ordre » les quelques personnes ayant pénétré dans l'usine. Les syndicats prennent la parole devant environ mille personnes.

Les syndicats proposèrent une manifestation dans les rues de La Madeleine. Environ 200 travailleurs ne suivirent pas le cortège; ils préféraient rester à la porte, car ils ne voulaient pas que les chefs et le personnel des bureaux rentrent dans l'usine. Il y a eu de nombreuses disputes avec des délégués CGT et CFDT, qui ne voulaient pas bloquer les portes.

Lundi 4 juillet, les syndicats appellent à une nouvelle assemblée générale, avec un mort d'ordre de grève de deux heures et un défilé dans les rues de Wambrechies.

Lundi après-midi se tient une réunion du Comité d'établissement dans les locaux de l'inspection du travail à Lille, à la demande de la direction. Visiblement, les directeurs ne sont pas rassurés de se réunir dans l'usine, craignant d'être bousculés par les ouvriers.

Les ouvriers de Fonderie de

l'équipe d'après-midi veulent se rendre à la réunion du CE. Les délégués CGT et CFDT s'y opposent. Devant l'hostilité des délégués, les travailleurs renoncent.

Dans l'usine, les travailleurs sont très sceptiques. Ils ne pensent pas pouvoir empêcher Massey de licencier 595 camarades, surtout qu'en plus « le gouvernement est du côté des patrons ».

Mais une forte minorité d'ouvriers pensent, eux que les syndicats ne sont pas assez combatifs et que si cela continue comme cela, les travailleurs n'obtiendront rien et ne feront pas reculer la direction.

Correspondant LO

## • CENTRE HOSPITALIER DE BELFORT

### A bas le forfait hospitalier!

Depuis le 1er avril, le forfait hospitalier est entré en vigueur, c'est-à-dire que tous les malades doivent payer 20 F par jour d'hospitalisation, excepté les femmes en maternité, les accidentés du travail et les pensionnés militaires. Cette mesure est injuste, et beaucoup de malades font part de leurs récriminations au personnel du bureau des entrées : « Envoyez la facture à Chevènement »; « J'ai 2 100 F par mois, je ne peux pas payer»; «On nous demande de faire des gosses, faudrait savoir »...

Au mois de mai, des triplés sont nés à la maternité. La presse et la radio locales ont félicité les parents. Mais ce qui n'a pas été dit, c'est que le forfait s'applique aux trois nourrissons, soit 60 F par jour passé au service des prématurés. Et dans ce cas, ce ne sont pas les frais hôteliers qui ont coûté cher à l'hôpital, puisque le père faisait 30 km par jour pour apporter le lait maternel.

Actuellement, une personne sur dix environ refuse de payer le forfait. C'est moins qu'au début de son application. Mais il faut dire que l'administration a changé de formulaire, pour faire davantage pression sur les malades. La menace d'une enquête sociale approfondie sur leur situation et celle de leur famille les incite à accepter le forfait.

En tout cas, cette mesure passe mal.

Correspondant LO



#### Quand Edmond Hervé inaugure...

Le vendredi 24 juin, le secrétaire d'Etat à la Santé, Edmond Hervé, est venu inaugurer un nouveau bâtiment, le Plateau technique, partiellement en service depuis un an.

Si ce membre du gouvernement, accompagné de dizaines de personnalités et élus locaux, espérait une visite bien tranquille de plusieurs services nettoyés à fond pour la circonstance, cela a été raté. Tous les syndicats étaient invités aux réjouissances, mais la secrétaire du syndicat CGT, avec un petit groupe d'employées mécontentes, a refusé de jouer le jeu. Elle a interpellé Edmond Hervé au cours de sa visite : « Vous qui vous dites de gauche, vous menez la même politique que la droite » : « Où en est la création des 4 000 postes début annoncés en d'année ? »; « Certains services du Plateau technique (Réanimation, Urgences) ne sont pas ouverts faute de personnel »; « Le forfait hospitalier, les impôts supplémentaires sont autant de mesures qui frappent d'abord les petites gens », etc.

Edmond Hervé a été tout à coup beaucoup moins à l'aise

qu'avec les notabilités. Après avoir tenté mollement d'expliquer que le gouvernement avait fait des efforts, il s'est rapidement sauvé dans l'ascenseur, dans le giron de Chevènement.

Cette altercation a vite fait le tour de l'hôpital et beaucoup d'employées ont fait part de leur sympathie, contentes que des vérités aient été dites au nez d'un ministre. La préparation de cette inauguration avait été une vraie corvée pour les agents de service, et finalement, pour beaucoup, elle s'est très bien déroulée...

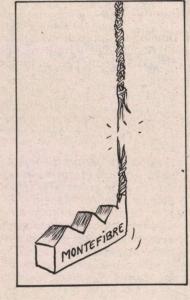
Correspondant LO

## MONTEFIBRE (570 salariés) VA ETRE FERMÉE

L'usine Montefibre-France, construite il y a quelques années à Saint-Nabord dans les Vosges par le trust italien Montedison, va être fermée après sa mise en liquidation par le tribunal de commerce d'Epinal.

Cette usine ultra-moderne employait 570 salariés, qui sont tous licenciés du jour au lendemain. Dès l'annonce de la fermeture, les travailleurs ont décidé d'occuper l'usine, pour ne pas se laisser faire sans réagir.

Là , on ne peut même pas invoquer la vétusté du matériel où des procédés de fabrication qui auraient rendu l'entreprise non compétitive. C'est l'état du marché capitaliste, et uniquement lui, qui provoque ce gâchis dont les travailleurs, à juste titre, ne veulent pas faire les frais.



A.L.

#### échos des entreprises

## Complètement à côté de ses pompes

Voici la note envoyée par le directeur du centre à un préposé qui, victime d'un accident, avait dû être emmené à l'hôpital:

« Le 20 mai 1983 vous avez été victime d'un accident de service. A cette occasion, le rapport établi par votre dirigeant signale que vos chaussures étaient usées. S'agissant en la circonstance d'une glissade, et dans le but d'éviter le retour à de semblables accidents, je vous invite à l'avenir à surveiller l'état de vos chaussures. »

#### Bon sang, mais c'est bien sûr !

Samedi 18, découvrant que les préposés de nuit avaient fait grève (contre le surcroît de travail dû aux arrivées tardives des camions pris dans les embouteillages occasionnés par la grève du métro), un responsable du Transbordement s'exclamait: « Ce n'est plus possible! Si, à chaque fois

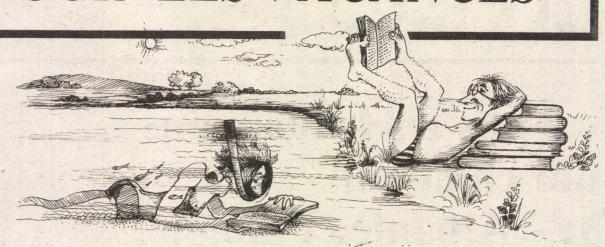
qu'il y a du travail, ils font grève... »

Eh oui, Monsieur, si à chaque fois qu'il y a trop de travail on s'arrêtait, on serait moins fatigué, et ils finiraient sûrement par mettre des effectifs en quantité suffisante.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière PTT-Tri PLM (Paris) du 24/6/83

## DES LIVRES POUR LES VACANCES

Les vacances, c'est aussi l'occasion de lire non seulement les livres qu'on n'a pas eu le temps de lire dans l'année, mais aussi d'autres plus anciens. Après la sélection des livres de l'année que nous avons présentée dans notre dernier numéro, voici donc quelques titres moins récents (mais toujours disponibles en librairie) qui nous ont paru intéressants à signaler:



#### Amérique latine

100 ANS DE SOLITUDE de Gabriel Garcia Marquez. Ed. Point-Seuil. 25 F.

Les Buenda vivent dans un village coupé du monde, celui que leur ancêtre, José Arcadio, a fondé avant de se consacrer à l'alchimie. Dans cette famille, c'est du dehors que viennent les changements: guerres, chemin de fer, et surtout, compagnie bananière qui va tout bouleverser et provoquer la chute du village. Les Buenda n'ont pas d'histoire ; ils n'ont que des mythes et des légendes. Ce sont les autres qui font l'histoire, ceux venus de l'extérieur, les oppresseurs.

Ce n'est pas un roman où on perçoit nettement la réalité, mais plutôt une sorte d'épopée.

TOUSSAINT LOUVERTURE de Aimé Césaire. Ed. Présence Africaine. 55 F.

En 1791, éclate dans l'île de St-Domingue, qui se divise aujourd'hui en République d'Haïti et République de St-Domingue, un formidable soulèvement des esclaves noirs, avec à leur tête Toussaint Louverture, un esclave de 48 ans, ancien cocher d'un planteur. C'est le cri de vengeance de tout un peuple; et c'est ce que Césaire fait ressentir.

#### ROULEMENTS DE TAM-**BOUR POUR RANCAS** de Emmanuel Scorza. Ed. Belfond.

Le combat désespéré que menèrent quelques poignées de paysans péruviens, entre 1950 et 1962, contre une compagnie minière qui voulait s'emparer d'un million d'hecta-

TRISTES TROPIQUES de Claude Levi-Strauss. Ed. Plon - Terre Humaine. 100 F.

L'ethnologue Claude Lévi-Strauss raconte son premier voyage dans les régions intérieures du Brésil, en 1939. Il raconte la vie et les mœurs des tribus dont il a partagé un temps l'existence et qui sont parmi les plus primitives du globe.

Le livre est très accessible, captivant, et souvent bouleversant par l'univers qu'il ouvre.

#### LES VEINES OUVERTES DE L'AMÉRIQUE LATINE de Galeano. Ed. Plon. 100 F.

Galeano écrit l'histoire du pillage de l'Amérique latine. Plusieurs cycles se sont succédé dans divers pays: cycle de l'or, cycle du caoutchouc, du café, etc... A chaque fois les colonisateurs, les exploiteurs se sont abattus avec avidité sur les richesses du continent ne laissant derrière eux que ruines, massacres, désolation. Aujourd'hui les USA ont pris le relais des Espagnols, des Hollandais ou des Portugais.

E PAPE VERT

de Miguel Asturias. Ed. Albin Michel. 64 F.

Géo Maker Thompson, un jeune Américain ambitieux et cynique, débarque au Guatemala pour faire fortune. Il réussira en expropriant les petits producteurs de bananes pour le compte d'une compagnie bananière. Avec la vie et les ambitions du pape vert, sont retracés la conquête et le pillage de l'Amérique

### Afrique

VOLTAIQUE

de Sembene Ousmane. Ed. Présence Africaine. 20 F.

Ces 13 nouvelles se situent dans les années 1960 et présentent toutes des situations différentes : de la nostalgie d'une immigrée à la révolte d'une femme contre la polygamie, par exemple. Sembene Ousmane fait une sorte de mini tour d'horizon des espoirs, des rêves, ainsi que des déceptions des ouvriers, des femmes, des intellectuels sénégalais, durant cette époque (celle des indépendances et de la guerre d'Algérie). Et cela d'une façon simple et surtout chaleureuse.

#### LE MANDAT

de Sembene Ousmane. Ed. Présence Africaine. 20 F.

Diang, qui vit chichement, voit un beau jour son avenir s'eclairer: il reçoit un mandat important de son neveu qui travaille en France! Mais encore faut-il pouvoir toucher ce mandat !... Et son périple devient une succession de traquenards...

#### O PAYS, MON BEAU PEU-

de Sembene Ousmane. Ed. Presspocket. 15 F.

Après avoir fait la guerre pour le compte des Français et épousé une Française, un jeune Sénégalais n'a plus le même état d'esprit... L'arrogance des Blancs ne l'impressionne plus, mais, parallèlement, il ne veut plus vivre totalement à l'africaine, étouffé par le clan familial et la tradition.

Sembene Ousmane fait un portrait un peu idéalisé de son héros; l'intérêt du livre consiste justement à parler de cette génération d'après-guerre qui a été en partie le moteur des courants nationalistes d'alors.

#### LES BOUTS DE BOIS DE DIEU

de Sembene Ousmane. Ed. Press-pocket, 15 F.

L'histoire de la grève des cheminots noirs de la ligne Dakar-Niger, d'octobre 1947 à mars 1948. Sa qualité principale est le regard chaleureux que porte Sembene Ousmane sur ses personnages, quand il les montre bousculant la tradition et les pré-jugés pour s'organiser et pour gagner. On le sent toujours très proche d'eux. Au delà de cet aspect, le livre permet de saisir le rôle que les travailleurs africains peuvent jouer en Afrique et les possibilités politiques qui s'ouvrent à eux.

#### HISTOIRE DE L'AFRIQUE NOIRE

de Ki Zerbo. Ed. Hatier. 126 F.

L'idée de l'auteur est de traiter l'histoire de l'Afrique dans son ensemble, par-delà les subdivisions plus ou moins arbitraires qui existent aujourd'hui. Le livre est clair, bien construit autour des époques charnières de l'histoire de ce continent, et facile à manier.

de Sembene Ousmane. Ed. Présence Africaine. 47 F.

Un homme d'affaires de Dakar, au Sénégal, à 50 ans, au faîte de la réussite, choisit de se donner une troisième épouse. Le mariage, démonstration de la puissance de ce personnage, est un symbole. Mais la nuit de noces, il a le Xala (il est impuissant) et c'est le début de la chute. Chute d'autant plus rapide qu'en réalité, sa fortune ne reposait sur rien. A la fin du roman, très burlesque, on voit Sembene Ousmane se situer du côté des petites gens.

#### REMEMBER RUBEN

de Mongo Beti. Ed. L'Harmattan. 58 F

Mor-Zamba, un jeune Camerounais, échoue à Kola-Kola, le bidonville de Douala, qui est devenu, après la Deuxième Guerre mondiale, un foyer d'agitation anticoloniale. Il est au premier rang du mouvement, il devient celui qui dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas. Il devient Ruben, presque un mythe.

#### **EMEUTE AU TRANSVAAL**

de H. Bloom. Ed. Seuil. 55 F.

En 1957, les habitants d'un ghetto noir d'Afrique du Sud, village entouré de barbelés, administré par un Blanc, sont poussés à la révolte par la conduite de celui-ci. Mais Emeute au Transvaal, c'est aussi le portrait de militants noirs décidés à continuer la lutte.

#### UNE SAISON BLANCHE ET SECHE

d'André Brink. Ed. Livre de Poche.

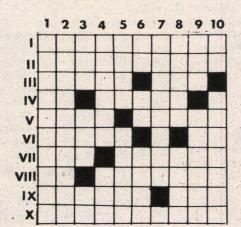
Un enseignant blanc d'Afrique du Sud commence à se poser des questions sur l'Apartheid, parce qu'il a promis à son jardinier noir de se renseigner sur la mort de son fils.

#### QUARTIER NEGRE

de Georges Simenon. Coll. Folio Gallimard. 17 F.

A l'époque des grands scandales financiers de l'entre-deux guerres, un couple de Français débarque à Panama. Lui est ingénieur et va prendre un poste important dans une mine d'Amérique du Sud, elle aspire à la réussite sociale qui la sortira enfin de la médiocrité grise de son enfance. Mais la compagnie minière a fait faillite et le couple se retrouve sans le sou pour retourner en France. Le couple ne résistera pas à l'atmosphère étouffante de Panama où les occidentaux font régner la corruption en même temps qu'ils vivent de la misère de la population.

### **MOTS CROISES**



HORIZONTALEMENT. - I. II vend chèrement sa peau. II. Comme de nombreuses failles. III. Prénom pour Papas. Sur un grand fleuve. IV. Une sur sept. Pas gardée. V. Egalement. Egalement. VI. Attentifs quand ils sont petits. Peut tomber à pique. VII. Terre avide d'eau. Débuts parfois douloureux. VIII. Vieille ville. Donnai un coup. IX. Remis sur pied. Une mob après un accident. X. On ne sait si Ponce Pilate s'en est servi.

VERTICALEMENT. - 1. Vit souvent en parasite. 2. Vieux nécessaires d'écrivains. 3. Crie comme un porteur de bois. Dans le nom d'une multinationale. En bas. 4. Connue pour sa conférence. Traverse. 5. A l'origine de Rome ? Mis entre des griffes. 6. Négatif. Dans la bouche de l'habitant du-8.2. Chacun cherche la sienne. 7. Comme de nombreuses solutions. 8. Ne manquent pas de pattes. Maison paysanne. 9. Mesure un rayonnement, II n'y a pas qu'à Naples que cela se mange en tranches. 10. En matière de... Etablissement où l'on fabrique de l'opium.

Solution du n° précédent



## LIVRES

# « Finis les lendemains qui chantent1. - Albanie, Pologne,Nicaragua »

#### de René Dumont

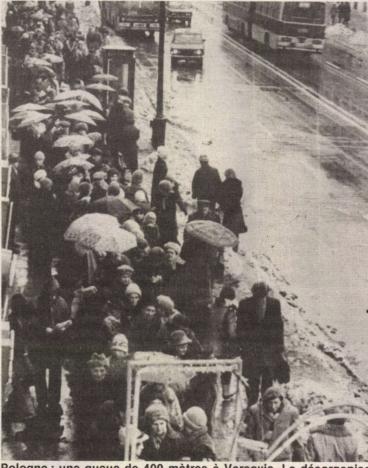
Cet ouvrage est le premier d'une série qui devrait en comporter cinq, et qui, selon Dumont, présentera une sorte de bilan de l'impasse économique que constitue la crise pour l'ensemble de l'économie mondiale. Finis les lendemains qui chantent, non seulement pour les pays du Tiers Monde qui n'en ont jamais connu mais aussi pour les pays de l'Est et surtout pour les pays industrialisés. En tout cas, tant que restera en place l'organisation mondiale de l'économie telle qu'elle existe aujourd'hui.

Face à cette situation, Dumont condamne à juste titre le rôle destructeur de l'économie du profit qui a bâti la richesse des pays industrialisés sur le pillage des ressources du Tiers Monde, appauvrissant ainsi les trois quarts de la population du monde, et qui, encore aujourd'hui, contribue à enfoncer les pays du Tiers Monde encore plus profondément dans la crise.

Pour Dumont, le système économique des pays de l'Est, comme de ceux qui, dans le Tiers Monde, se sont tournés vers l'URSS, ne constitue pas plus une solution. C'est d'ailleurs cette idée que Dumont entreprend d'illustrer dans son premier volume, avec les exemples de l'Albanie, de la Pologne et indirectement du Nicaragua.

Certes, l'Albanie est parvenue à l'auto-suffisance sur le plan alimentaire, et à une économie cohérente qui assure un certain niveau de vie à sa population, supérieur à celui de bien des pays qui sont partis du même niveau économique au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Mais, souligne Dumont, c'est aujourd'hui que les problèmes se posent. Passé un certain stade de développement, l'économie albanaise commence à souffrir de son isolement et surtout du parasitisme et de l'incompétence de ses couches dirigeantes. Et l'étouffement de toute démocratie qu'impose le régime d'Enver Hoxha (la devise officielle n'est-elle pas « le parti est le cerveau et le cœur du peuple ») ne fait qu'aggraver les choses.

Même phénomène en Pologne, mais déjà bien plus avancé. En fait, d'après Dumont, la Pologne serait actuellement à un stade qui la rapproche de la «tiersmondialisation », une faillite économique complète qui s'est traduite par un endettement astronomique et une désorganisation complète de l'économie au point de compromettre l'approvisionnement des villes en nourriture, et à laquelle les couches dirigeantes ne savent répondre que par un renforce-



Pologne : une queue de 400 mètres à Varsovie. La désorganisation économique compromet l'approvisionnement des villes.

ment de la répression pour faire face aux mouvements de révolte de la population.

Quant au Nicaragua, continue Dumont, ce serait l'exemple type d'un pays du Tiers Monde où, après avoir secoué le joug de l'impérialisme américain, les nouveaux dirigeants risquent de n'avoir d'autre choix, pour sortir de leur isolement, que de se tourner vers l'URSS, c'est-à-dire comme Cuba sur la voie de la dictature et de la pauvreté. A moins d'un retour en arrière qui, pire encore, ramènerait le pays sous l'emprise américaine.

Sur ces trois pays, Dumont appuie son propos sur de nombreux exemples, souvent intéressants, dont une bonne part portent sur l'agriculture, et qu'il a glanés en cours de voyages effectués ces dernières années. En outre, dans les trois cas, il dresse un tableau bref de l'histoire de ces pays qui permet de replacer les choses dans leur contexte.

Les critiques que porte Dumont, les failles qu'il met en lumière, sont d'ailleurs indiscutables. Mais ce qui l'est moins, ce sont les conclusions qu'il en tire. Au nom de la faillite économique et politique des pays de l'Est, Dumont rejette par exemple la centralisation du pouvoir économique pour lui opposer « la décentralisation, l'initiative locale et collective, et même l'autogestion ». Comme si l'organisation centralisée de l'économie ne dépendait pas de qui la dirige

et au nom de quels intérêts!
Comme si une planification
rigoureuse — qui n'est d'ailleurs pas pratiquée dans les
pays de l'Est où règne la
gabegie — s'opposait par définition à la démocratie politique
et économique!

Du coup, Dumont rejette tout en vrac: socialisme, communisme, marxisme, révolution. Et en passant, Dumont fait subir le même sort à la politique de certains conseillers de Mitterrand, qui n'ont « pas bien compris les difficultés d'une rupture avec le capitalisme »... On se demande bien de qui il parle, mais cela juge aussi du reste. Surtout quand il suggère par ailleurs que les Etats européens - qui participent pourtant en tant que sous-fifres au pillage du Tiers Monde - pourraient venir en aide au Nicaragua pour le sortir de l'impasse...

l'impasse...
Et tous ces anathèmes pour en arriver où? A une « idée neuve : la démocratie », à « la démocratie vraie », à « un nouvel ordre économique international qui ne se limiterait plus aux paroles des Nations Unies ». Formules vagues et usées qui contrastent de façon choquante avec la précision et la rigueur dont Dumont sait faire preuve par ailleurs quand il s'agit d'agriculture!

S.L. Finis les lendemains qui chantent - 1 : Albanie, Pologne,

Nicaragua de René Dumont. Ed. Seuil. 75 F.

#### « L'or et la soie »

#### de Raymond Jean

En 1720, la dernière grande peste de l'Occident ravagea Marseille. L'or et la soie est un roman historique qui tente de faire revivre les circonstances de cette tragédie qui fit 50 000 morts.

Le narrateur, survivant de l'épidémie, cherche à trouver les causes de cette catastrophe qui en quelques semaines emporta la moitié de la population de la ville : « Les origines en furent attribuées à la fata-

roux de dieu. Elles étaient en réalité de nature tout humaine. Mais on les dissimula ». Comme on l'a su à l'époque, en effet, le mal fut apporté

-- en même temps que de

riches cargaisons de soie --

lité, à la providence, au cour-

par un bateau venu d'Orient. Et, au fur et à mesure que les investigations du héros progressent, on découvre les complicités, les connivences d'intérêts entre puissants qui permirent le déclenchement de l'épidémie, puis son développement, dont la population fit lourdement les frais.

Mais si cet aspect des choses est bien montré, et souvent intéressant, le roman ne parvient pas, à force d'être allusif, à permettre de s'y retrouver dans l'époque qu'il décrit. Pour un roman historique, c'est dommage!

L'or et la soie de Raymond Jean. Ed. Seuil. 218 pages. 65 F

### « Haïti, la République des morts-vivants »

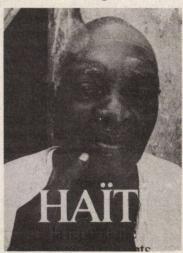
de Jacques Pradel et Jean-Yves Casgha

A première vue le livre de Jacques Pradel et Jean-Yves Casgha a de quoi susciter la méfiance du lecteur. Prendre pour sujet d'un ouvrage sur Haïti les pratiques de « zombification » qui y ont cours, pourrait relever plus du goût de sensationnel que de l'étude sérieuse d'un pays.

D'autant que le livre est publié dans une collection spécialisée dans les questions occultes et que Jacques Pradel lui-même est producteur et animateur d'émissions sur France-Inter spécialisées sur les sujets « étranges ».

Or pour une fois, le mérite de cet ouvrage est justement de montrer qu'en fait de « surnaturelles », certaines coutumes vaudou ont des fondements tout ce qu'il y a de plus terre à terre, et même sordides.

Ainsi, à Haïti, une coutume ancestrale, produit de la religion vaudou, veut que certains prêtres, les « houngans », aient le pouvoir de « zombifier » des individus, c'est-à-dire de les tuer pour les faire revivre quelques heures après leur mort. Ces « morts-vivants » qui sortent de cette épreuve, tombent alors sous l'emprise totale de leur « houngan » qui en fait ses esclaves. A Haïti, des cas d'individus dont le décès avait été dûment constaté par un médecin, qui avaient été enterrés publiquement, ont été retrouvés vivants quelques mois ou quelques années plus tard. Il y avait là un mystère que la médecine a fini par percer. En fait, les houngans utilisèrent une drogue qui ralentit considérablement le métabolisme, abaisse anormalement la température et provoque une sorte d'hibernation de l'individu, toutes sortes d'effets qui pouvaient laisser passer le drogué pour mort. Déterré clandestinement, le « zombie » ne retrouvait pas toutes ses facultés mentales, ce qui facilitait sa soumission future au « houngan ».



Il ne pourrait évidemment s'agir là que d'un fait divers spectaculaire. Mais les auteurs ont voulu justement dépasser le fait divers pour montrer que ces sinistres pratiques servent en réalité une élite religieuse, les dignitaires de la religion vaudou, qui voit dans l'usage de cette pratique un moyen de se procurer des esclaves à bon compte. Ces esclaves peuvent être revendus au profit de et finissent de toute façon comme esclaves surexploités dans des plantations, prisonniers d'une véritable camisole chimique. Quant au sinistre dictateur Jean-Claude Duvalier, il couvrait ces pratiques. Et pour cause: selon les auteurs, sept des ministres de Duvalier seraient eux-mêmes des « houngans »!

Rédigé sous la forme d'une enquête émaillée de témoignages, auxquels s'ajoute un court chapitre qui rappelle ce qu'est la dictature Duvalier, ce petit livre se veut, selon ses auteurs, « un cri de révolte, parce que la vie humaine, là-bas, est une valeur en chute libre ». Et c'est une révolte qu'on ne peut que

partager!

Stéphane HENIN

Haïti: la République des morts-vivants de Jacques Pradel et Jean-Yves Casgha. Ed. Rocher. 54 F.



Reprise

#### « Spartacus » de Stanley Kubrick



#### Sélection télé-

#### Samedi 9 juillet

18 h. A2. Carnets de l'aventure (rediffusion).

Sur les pistes interdites de Ramsès II. Un reportage montrant une équipe d'archéologues cherchant une pyramide sur un site mal localisé.

20 h 35. FR3. Festival de Carcassonne.

Ruy Blas, drame en cinq actes de Victor Hugo mis en scène par Jean-Pierre Bouvier. 21 h 50. TF1. Shogun: le premier épisode du feuilleton adapté du roman de James Clavell: Les aventures de John Blackthorn, navigateur anglais, qui fit sa vie au Japon.

#### Dimanche 10 juillet

17 h. Les chevaux du soleil (rediffusion). Feuilleton d'après le roman de Jules Roy.

1er épisode : La prise d'Alger, 1830. Deux jeunes paysans français pris dans la guerre de conquête de l'Algérie.

20 h 35. A2. Bonjour Mr. Lewis. Pour ceux qui aiment le comique américain, une rétrospective de sa carrière.

22 h 30. A2. La grande parade du jazz: Dizzy Gillepsie et Stan

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit. Cycle du cinéma italien: La marche sur Rome de Dino Risi avec Vittorio Gassman et Ugo Tognazzi.

Une comédie politique grincante qui raille avec brio et dérision l'avénement du fascisme italien.

#### Lundi 11 juillet

20 h 35. A2. Who cares ?

Un ballet de Georges Balanchine d'après une musique de George Gershwin. Un divertissement dansant sur les airs les plus célèbres du compositeur américain.

20 h 30. FR3. Le samouraï, un film de Jean-Pierre Melville avec Alain Delon.

Un tueur à gages doit abattre le patron d'une boîte de nuit. Un classique de la « série noire ».

#### Mardi 12 juillet

20 h 35. FR3. La dernière séance: Soirée Marilyn Monroe. Une émission proposée par Eddy Mitchell.

Après les actualités des années 1955, deux films

20 h 50. Sept ans de réflexion, film américain de Billy Wilder. Une comédie qui ironise sur les fantasmes supposés des Américains.

23 h 15. Troublez-moi ce soir, un film de Roy Baker. Une psychopathe sème le trouble dans une honorable famille. Il paraît que le film n'est pas une réussite mais permet de découvrir une Marilyn Monroe dans un rôle inhabituel.

22 h 05. Les Impressionnistes, une émission de Max Pol Fouchet (rediffusion).

#### Mercredi 13 juillet

20 h 35. TF1. Vagabondages.

Une émission de Roger Gicquel qui, sur le thème de la chanson populaire, nous fera découvrir de jeunes talents comme Gérard Blanchard, Naphtaline, Gérard Pierron, Michèle Bernard.

20 h 35. A2. Soirée Charlie Chaplin avec entre autres deux films (Le Kid et Le séducteur) ainsi qu'un excellent documentaire britannique sur les techniques de travail de Charlot.

#### Jeudi 14 juillet

18 h 40. A2. Chantez-le moi.

Une émission de Jean-François Kahn ayant pour thème La Révolution de 1789. 20 h 35. FR3. Le grand embouteillage, un film de Luigi Comencini.

Un gigantesque embouteillage paralyse la circulation sur l'autoroute de Rome. Un film pessimiste et désenchanté qui veut aussi dénoncer le blocage de la société.

#### Vendredi 15 juillet

21 h 50. Apostrophes.

Une émission de Bernard Pivot centrée autour de la guerre de 1940 et des nouveaux documents en notre possession. Avec entre autres comme invités: André Halimi et Serge Klarsfeld.

20 h 35. FR3. Vendredi: Pour l'amour de l'art.

Un reportage sur la spéculation dans le domaine des créations artistiques. 21 h 55. Festival de jazz d'Anti-

bes. Un concert de Count Basie.

Spartacus a été tourné en 1960 à l'époque des grandes productions hollywoodiennes sur l'histoire antique.

Le film relate de façon très romancée la plus importante révolte d'esclaves de l'Empire romain, née d'un soulèvement de gladiateurs. Pendant deux ans, de 73 à 71 avant notre ère, les esclaves tinrent en échec les armées romaines, alors moins nombreuses dans la péninsule car Rome était en guerre au-dehors. Le général Crassus, riche patricien, finit par écraser la révolte, et par crucifier les derniers survi-

La révolte est accompagnée dans le film d'une histoire d'amour où Crassus se pose en rival de Spartacus! Et bien des scènes sentimentales font sou-

Ceci dit, Stanley Kubrick se place du côté des esclaves révoltés, et montre quelle épopée fut l'histoire de Spartacus et de ses compagnons. Il y a des moments émouvants lorsqu'apparaît la solidarité entre les gladiateurs notamment. Et surtout Spartacus symbolise l'homme avide de liberté et de dignité.

#### « Les meilleurs amis »

de N. Jewinson



S'il y avait une philosophie à tirer du film de Norman Jewinson, Les meilleurs amis, ce serait, ne vous mariez pas. Car la liaison de Paula et Richard, écrivains de scénarios, vieux amis et amants depuis plusieurs années, tourne à la catastrophe dès l'instant où ils décident de se marier.

Ils découvrent, au cours de leur voyage de noces, leurs

familles respectives, et du même coup réalisent quelle médiocrité les attend. La petite bourgeoisie américaine est bien égratignée au passage, et c'est toujours drôle.

Une petite tranche de vie à l'américaine, tonique et bien menée. C'est toujours ça de pris sur la morosité!

A.G.

#### Sélection cinéma-

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS. de Peter Weir.

Une histoire d'amour dans l'ambiance du coup d'Etat militaire de Suharto en Indonésie. Forum Cinéma Orient-Express 1er (vo). Berlitz 2e. Saint-Germain Village 5e (vo). Marignan 8e (vo). Montparnasse Pathé 14e (vo). Trois Parnassiens 14e (vo). 14 Juillet 15e (vo).

GAIJIN. de Tizuka Yamasaki.

Le déracinement et l'exploitation des travailleurs japonais vivant au Brésil.

Châtelet Victoria 1er (vo). Denfert 14e (vo).

LE MUR.

de Yilmaz Guney.

La révolte des enfants d'une prison turque en 1976.

14 Juillet Parnasse 6e.

LE VENT.

de Souleymane Cissé. Un tableau de la société africaine contemporaine qui met en relief la contestation d'une dictature par la jeunesse intellectuelle noire.

Saint-André des Arts 6e (vo).

BLUE COLLAR. de P. Schreder.

Conflits sociaux et raciaux dans une usine automobile américaine. Un film sombre, mais pas dépourvu d'humour. Luxembourg 6e (vo).

PAIN ET CHOCOLAT. de Franco Brusati.

Sur un ton satirique, un émigré italien dans la Suisse d'aujourd'hui.

Saint-Michel 5e (vo).

LE PIGEON. de Mario Monicelli. Un hold-up n'atteint pas le

résultat escompté. Rire garanti. Olympic Entrepôt 14° (vo).

BARRY LYNDON.

de S. Kubrick.

Les manœuvres d'un jeune Irlandais pour s'élever dans l'échelle sociale au XVIIIe siècle. Des images et des musiques magnifiques.

Gaumont les Halles 1er (vo). Berlitz 2e. Capri 2e. St-Germain Studio 5e (vo). Bonaparte 6e (vo). Marignan 8e (vo). Gaumont Sud 14e. Montparnasse Pathé

RIZ AMER.

de Giuseppe De Santis.

La vie et les souffrances des repiqueuses de riz de la plaine du Pô en 1948.

Studio Logos 5° (vo). Olympic 14e (vo). Acacias 17e (vo).

PATHER PANCHALI. de Satyajit Ray.

La vie d'un village bengali vue par les yeux d'un enfant. Un film chaleureux et émouvant.

14 Juillet Racine 6e (vo).

LE TROISIÈME HOMME. avec Orson Welles.

Film policier. Quel est ce mystérieux troisième homme disparu à Vienne en 1945 ? Champo 5e.

**FANFAN LA TULIPE.** avec Gérard Philippe et Gina Lollobrigida.

Amour, humour, cape et épée sous Louis XV. Un rythme endiablé.

Les Acacias 17e.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE. de Jamis Uys.

Un primitif du Kalahari aux prises avec la civilisation. Très Forum Arc-en-ciel 1er (vo). Quin-

tette 5° (vo). George V 8° (vo).

Marignan 8e (vo). Français 9e. Montparnos 14e. Paramount Maillot 17e.

DIVA.

de Jean-Jacques Beineix.

Les mésaventures d'un jeune postier passionné d'opéra. Panthéon 5e. Marbeuf 8e.

Calypso 17e.

GANDHI. de Richard Attenborough.

Un panégyrique de Gandhi et de la non-violence, plus que l'histoire des luttes du peuple

Cluny Palace 5e (vo). Elysées Lincoln 8e (vo). Français 9e. Montparnos 14e.

TOOTSIE. de Sydney Pollack avec Dustin Hoffman

Poussé par la nécessité, un jeune comédien devient une actrice célèbre. Bien des préjugés sont égratignés. UGC Opéra 2e. Cluny Ecoles 5e (vo). Biarritz 8e (vo).

LA TRAVIATA. de Franco Zefirelli.

La Dame aux Camélias d'Alexandre Dumas fils, transposée à l'opéra par Verdi. Vendôme 2e (vo). Monte-Carlo 8e (vo).

VICTOR-VICTORIA. de Blake Edwards.

Une travestie par nécessité sème le trouble chez un macho. Saint Michel 5e (vo).

CABARET. de B. Fosse.

L'Allemagne de la crise et de la montée du nazisme vue par les veux d'un étudiant anglais et d'une chanteuse de cabaret. Noctambules 5° (vo).

## TCHAD

## Plus de 20 ans de révoltes, de guerre civile et d'interventions de l'impérialisme

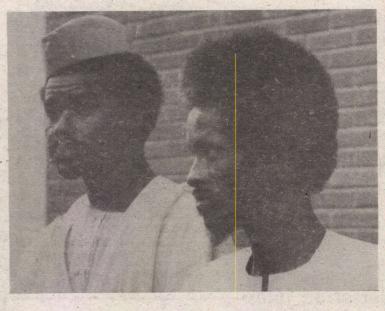
Les derniers développements des événements au Tchad viennent de remettre la situation de ce pays à la Une de l'actualité.

Le dernier gouvernant en place du pays, Hissen Habré, mis en mauvaise posture par ses rivaux, demande directement l'aide de la France. De nombreux autres pays ont envoyé ou augmenté leur aide : le Zaïre, les USA et l'Egypte entre autres pour Habré, et la Libye pour Goukouni. On parle d'« internationalisation » du conflit. Et on s'aperçoit, à cette occasion, que le Tchad est un pays ravagé, en proie à une guerre civile meurtrière.

Aujourd'hui, journellement, des avions acheminent dans sa capitale du matériel militaire d'Egypte, du Soudan, et surtout de France, au rythme de 50 tonnes par jour. Des instructeurs français et des techniciens des firmes d'armement épaulent l'armée de Habré. L'armée de Goukouni, fournie, elle, en matériel libyen, est certainement en bonne position pour inquiéter l'actuel gouvernement de Habré.

Mais cette guerre dure en fait depuis des années. Cela fait 23 ans qu'elle a commencé, pratiquement depuis que l'impérialisme français a quitté le Tchad, laissant le pouvoir à Tombalbaye. Du temps — en 1980 — où l'armée française stationnait au Tchad: un para contrôle l'accès d'un poste au nord de N'Djaména (Ph AFP)





Mai 1979 : à l'époque, Goukouni Oueddéï (à droite) était chef du gouvernement tchadien et Hissen Habré (à gauche) ministre de la Défense. Cette alliance ne dura pas : Habré entra en rébellion contre le gouvernement de Goukouni Oueddéï, le renversa. Aujourd'hui c'est la situation exactement inverse : Habré est chef du gouvernement et son adversaire cherche à prendre sa place. (Ph. AFP)

## Des rivalités de bandes armées au détriment de la population

Tombalbaye, dictateur dévoué à l'impérialisme français, s'appuya sur les populations saras du sud, aiguisant encore des rivalités ethniques anciennes. Malgré l'aide militaire française, il fut incapable de briser les rébellions de la population, et en particulier de la population toubou du nord qui, soutenue par le FROLINAT, refusait le paiement de l'impôt. Il fut ren-versé et remplacé par Malloum. Et Malloum dut faire face aux mêmes problèmes. Quelques années plus tard, il composait avec le FROLINAT en prenant l'un de ses dirigeants, Habré, comme Premier ministre. Mais en fait, Habré rejoignait Malloum avec ses propres troupes, qui ne furent jamais véritable ment intégrées à l'armée officielle tchadienne. Et très rapidement, d'ailleurs aidé par Giscard qui à ce moment-là avait choisi de l'épauler, il s'appuyait sur ses troupes pour contester l'autorité de Malloum.

Toutefois Habré n'était pas le seul candidat au pouvoir, et son coup contre Malloum ne lui permit pas de dominer le pays pour autant. Ce fut en fait un échec et, dès 1979, commençait au Tchad une période d'anarchie militaire où les différents prétendants-dictateurs s'affrontèrent avec leurs propres troupes. De véritables petits seigneurs de guerre, dont Goukouni d'ailleurs, menèrent leur propre

Aucun d'entre eux ne représentait une perspective différente pour le Tchad, si ce n'est justement l'installation d'une dictature qui aurait favorisé une ethnie plutôt qu'une autre. Et, aucune d'entre elles n'ayant la force suffisante pour prendre le pas sur les autres, ces bandes armées se sont partagé le pays, pillant et rançonnant les populations, s'imposant à elles par la répression et l'arbitraire, chacune dévastant encore plus, s'il était possible, l'économie du pays.

La guerre civile provisoirement stoppée par un accord entre les groupes rivaux, Goukouni devenait le chef d'un gouvernement d'union nationale (GUNT), aux côtés de Kamougué, ex-lieutenant de Malloum, et Habré. Mais la lutte pour le pouvoir n'en fut pas terminée pour autant. Le pays s'enfonçait toujours dans la guerre civile.

Et ce n'est qu'en novembre 1980, six mois après le départ des troupes françaises, que la Libye, intervenant directement, sans que personne n'ait voulu réagir du côté des grandes puissances, permettait à Goukouni de rester seul en selle... jusqu'en 1982. C'est en effet cette année-là que Hissen Habré, ayant reconstitué ses forces et profité de ses appuis internationaux, reprenait N'Djamena sans coup férir. Seulement, rien n'est changé : n'ayant pu complètement s'imposer à l'ensemble du pays, il a encore affaire à Goukouni et ses troupes, qui n'ont jamais baissé pavillon.

## Une situation qui finit par inquiéter les grandes puissances

Bref, tout ce jeu qui n'a jamais cessé, entre bandes armées rivales, prend d'autant plus d'ampleur que les grandes puissances, elles aussi, jouent le leur, et défendent leurs intérêts économiques et politiques propres. Certes, ce ne sont ni la France, ni les USA ou l'URSS, ni les autres pays africains qui interviennent aujourd'hui d'une manière ou d'une autre au Tchad, qui ont créé le problème tchadien. Mais nul doute que ces puissances contribuent à l'alimenter, dans une situation mondiale telle que même le pays le plus pauvre constitue pour elles un enjeu.

Aujourd'hui, tous les pays impérialistes déplorent les désordres au Tchad. Et tous finalement se moquent pas mal de savoir qui, d'entre Goukouni - même s'il n'est pas tellement en odeur de sainteté à cause de son allié libyen - ou Habré, doit l'emporter. Ils sont prêts à ferrer plusieurs chevaux, du moment qu'enfin on puisse espérer sortir du chaos et rétablir un ordre qui permette la remise en route de l'économie du pays.

Les intérêts des grandes puissances exigent finalement de la stabilité. Ce qui se passe au Tchad depuis des années finit par inquiéter tous les impérialismes, en particulier la France, qui se sent responsable de l'ordre dans cette partie de l'Afrique et qui réalise que la situation, en fait, lui échappe.

Le Tchad fait figure d'abcès de fixation dans une Afrique particulièrement touchée par la crise et rendue de ce fait encore plus explosive.

Il suffirait sans doute de pas grand-chose pour la déstabiliser complètement. Ainsi, rien que les centaines et les centaines de réfugiés tchadiens, qui essaient de passer leurs frontières, posent aux pays voisins du Tchad, comme le Cameroun ou le Nigeria, des problèmes que ceux-ci acceptent mal.

La France finira-t-elle, après les appels de Habré,

par intervenir directement? Elle a déjà expédié ces dernières semaines armes, techniciens et représentants des sociétés d'armement. Ce serait, une fois encore, la seule solution - mais jusqu'à quand? - que trouverait le gouvernement français pour faire disparaître, comme l'a dit lui-même Mitterrand, «la menace pour l'Afrique et en particulier pour un certain nombre d'Etats amis de la France » qu'est l'instabilité qui règne là-bas, au sein d'une Afrique qui n'est qu'une poudrière, érigée sur la misère des peuples qu'y a léguée l'impér Nelly MEYER

ALORS, CES ARMES
C'EST POUR HISSEN
OUEDDE! OU POUR
GOUKOUN! HABRÉ?

N'Djamena